_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 1

Quartier Libre

Le journal des étudiants de l'Université de Montréal

VOTEZ !

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 6 • 7 novembre 2007

Dossier spécial pages 5 à 7

Référendum de la FAÉCUM jusqu'au 16 novembre

www.quartierlibre.ca

CAMPUS

Football
Saison finie pour les Carabins

Page 10

SOCIÉTÉ

Nouveau commandement américain en Afrique

Page 11

CULTURE

Pascal-Angelo Fioramore
présente le volet francophone d'Expozine

Page 15

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 2

Vincent Ranger
Coordonnateur aux affaires universitaires
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

Un nouveau campus à l'horizon

Ce n'est un secret pour personne : l'Université de Montréal manque d'espace. Que ce soit pour les bureaux d'étudiants aux cycles supérieurs, pour les locaux d'associations étudiantes, pour les espaces communautaires ou simplement pour des salles de cours, ce consensus est bien établi. D'ailleurs, le ministère de l'Éducation reconnaît que pour accueillir l'ensemble de ses activités régulières, l'Université de Montréal devrait s'agrandir d'au moins 40 000 m2. En comparaison, le pavillon Roger-Gaudry (anciennement le pavillon principal) en compte 62 000 m2. C'est pour cette raison que l'Université a acheté le terrain de la gare de triage à Outremont, il y a de cela quelques années.

Le développement de pavillons sur la gare de triage à Outremont est un projet majeur pour l'Université de Montréal. La direction souhaite y construire plusieurs pavillons dans les prochaines décennies. Bien que cela règlerait le manque d'espaces sur le campus, le développement de l'Université sur deux sites (sur la montagne et à Outremont) ne doit pas se faire sans questionnement. En effet, la distance entre les différentes disciplines et l'éloignement des services par rapport aux étudiants mérite réflexion.

Lundi dernier, la direction de l'Université a rendu public un document de consultation qui comprend les éventuels déménagements d'unités à Outremont et sur le site de la montagne. Ce plan, issu de plus de deux ans de travail, vise à organiser les expansions et les déménagements de départements ou de facultés. Vous trouverez ci-dessous un résumé des déménagements qui devraient avoir lieu au cours des 25 prochaines années si l'ensemble du plan était appliqué intégralement.

La FAÉCUM a l'intention de déposer un mémoire pour réagir à ce plan. Il est évident que nous défendrons la question des espaces communautaires. Les espaces communautaires sont les installations qui permettent l'animation de l'Université et rendent notre milieu d'étude agréable. Il s'agit des cafétérias, des agoras, des cafés étudiants, des locaux d'associations étudiantes, etc. En comparaison avec le reste du Québec, l'Université de Montréal possède moins d'espaces communautaires que les autres universités. L'une des solutions à ce manque est la construction d'un pavillon étudiant. Nous entendons bien profiter du lancement du plan directeur des espaces pour demander à la direction de prioriser ce projet dans les développements immobiliers futurs.

Vous pouvez consulter le plan en ligne à http://www.plandirecteur.umontreal.ca. Si vous avez des commentaires ou des suggestions, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : info@faecum.qc.ca.

Résumé du document de consultation publié lundi

Note : Les années présentées ne le sont qu'à titre indicatif. Si votre département ou votre faculté ne se trouve pas dans la liste, c'est qu'il n'y aura aucun changement majeur prévu au cours des prochaines années.

Aménagement : déplacement à Outremont à un moment indéterminé.
Anthropologie : déplacement au pavillon Roger-Gaudry dans 5 à 7 ans.
Bibliothéconomie et sciences de l'information : déplacement au pavillon André-Aisenstadt dans 5 à 10 ans.
Chimie : déplacement à Outremont dans 3 à 5 ans.
Communication : déplacement au pavillon André-Aisenstadt dans 5 à 10 ans.
Études est-asiatiques : déplacement au pavillon André-Aisenstadt dans 5 à 10 ans.
Géographie : déplacement à Outremont dans 3 à 5 ans.
Histoire de l'art et études cinématographiques : déplacement au pavillon André-Aisenstadt dans 5 à 10 ans.
Informatique et recherche opérationnelle : déplacement à Outremont dans 5 à 10 ans.
Mathématiques et statistique : déplacement à Outremont dans 5 à 10 ans.
Médecine dentaire : déplacement à Outremont dans plus 10 à 25 ans.
Musique : déplacement à Outremont à un moment indéterminé.
Nutrition : déplacement à Outremont dans plus 10 à 25 ans.
Optométrie : déplacement à Outremont dans plus 10 à 25 ans.
Orthophonie et audiologie : déplacement à Outremont dans plus 10 à 25 ans.
Philosophie : déplacement au pavillon Roger-Gaudry dans 5 à 7 ans.
Physique : déplacement à Outremont dans 3 à 5 ans.
Réadaptation : déplacement à Outremont dans plus 10 à 25 ans.
Science politique : déplacement au pavillon André-Aisenstadt dans 5 à 10 ans.
Sciences biologiques : déplacement à Outremont dans 3 à 5 ans.
Sciences infirmières : déplacement au pavillon Roger-Gaudry dans 10 à 25 ans.
Théologie et sciences des religions : déplacement au pavillon Roger-Gaudry dans 3 à 5 ans.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 3

À LA UNE

Jusqu'au vendredi 16 novembre, le campus vit en mode électoral. Les 35 000 membres de la FAÉCUM sont en effet appelés à s'exprimer au cours d'un référendum qui traite aussi bien de questions purement financières que d'enjeux de société. Alors, pour que l'Université de Montréal soit à l'image des étudiants qui la composent, saisissez cette opportunité !

Lire dossier des pages 5 à 7

UNE : CLÉMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE

CAMPUS

L'Empire s'agrandit ..... p. 5
Tête chercheuse : Francine Richer ..... p. 5
La chronique de Maude L'Archevêque ..... p. 5
Contre le dégel ..... p. 6
Pour le dégel ..... p. 6
Pour la hausse de cotisation de la FAÉCUM ..... p. 6
Pour la hausse de cotisation de CISM ..... p. 6
Quartier Libre, ou l'école de la mauvaise gestion ..... p. 7
Proche des étudiants, CISM ? ..... p. 7
Portes ouvertes à l'UdeM ..... p. 8
Université recherche locaux ..... p. 9
Football ..... p. 10
Soccer ..... p. 10

MONDE

L'armée US en Afrique ..... p. 11
Liechtenstein ..... p. 12
Chinois handicapés ..... p. 12

SOCIÉTÉ

Rastas québécois ..... p. 13

Paradoxe anarchiste ..... p. 14
Critique ouvrage ..... p. 14

CULTURE

L'INTERVIEWÉ : Pascal-Angelo Fioramore, organisateur d'Expozine ..... p. 15
Le premier Salon des refusés ..... p. 15
Musique : White Williams, Ween ..... p. 16
Internet : Hippopocampe ..... p. 17

Novembre.doc : La série Misère dorée ..... p. 17
Chronique BD : Tout doit disparaître ..... p. 18
Chronique théâtre : Au-delà du voile ..... p. 18
BD : Muriel ..... p. 18
La page BD du QL ..... p. 19

Quartier Libre

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
Rachelle Mc DUFF - info@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Thomas Gerbet
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauverné, Francis Desharnais, Pascal Girard, Martin Vidberg

JOURNALISTES
Alexandre Cayla, Crystal Crow, Dominique David, Alexandra Duranceau, Charlotte Horny, Maude L'Archevêque, Nicholas Lavallée, Dominique Lemieux, Benjamin Léon, Valérie Manteau, André Martineau, Sarrah Osama, Marième Paradis, Gaétan Pouliot, Valérie Simard, Constance Tabary, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Mélanie Côté, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
7/24 Marketing inc (514-392-2905)
www.724marketing.ca
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
21 novembre 2007
PROCHAINE TOMBÉE
14 novembre 2007

ÉDITO

Hausse de cotisation de *Quartier Libre*

POURQUOI IL FAUT VOTER OUI

Rachelle Mc DUFF

Jouir d'un pouvoir décisionnel sur ce qui se passe dans votre université. Avoir un impact majeur sur le futur d'acteurs importants. Participer à l'amélioration de votre qualité de vie. Autant de raisons pour lesquelles il vous faut voter lors du-référendum de la FAÉCUM, qui se tient du 5 au 16 novembre. C'est une chance qui vous est offert, chers étudiants et étudiantes, de vous investir sérieusement dans la vie politique et sociale universitaire, voire sociétaire.

Lors de ce référendum, le journal des étudiantes et des étudiants de l'Université de Montréal, *Quartier Libre* (QL), est désireux d'obtenir une augmentation de sa cotisation de 0,50 $ pour les sessions d'automne et d'hiver.

L'IMPORTANCE DE *QUARTIER LIBRE* AU SEIN DE L'UDEM

Contrairement à *Forum*, QL est indépendant de la direction de l'UdeM, ce qui le rend indispensable à la saine diffusion de l'information au sein et à l'extérieur de l'Université. En 2005, QL a d'ailleurs été nommé *« meilleur journal étudiant universitaire du Canada »* par Paul Wells, chroniqueur au magazine MacClean's.

Il ne faut pas oublier que nous avons sorti des primeurs, des nouvelles d'intérêt public auxquelles les étudiants n'auraient pu avoir accès s'il n'y avait pas de journal indépendant de la direction. Par exemple, en 2003, nous avons été cités dans *Le Devoir* pour avoir révélé le contrat qui liait L'UdeM à Pepsi et où une somme de 1,25 millions de dollars avait été versée sans appel d'offres à la firme Spectrum Marketing. Suite à un édito paru récemment et traitant de l'inaction de l'Université relativement au Pavillon du 1420 boul. Mont-Royal (ancien couvent des sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie), nous avons été consultés par des journaux comme *La Presse* et *Le Devoir* désireux d'obtenir plus d'information sur le sujet. Dans l'édition spéciale sur le congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec novembre 2007 de *Sélection du Reader's Digest*, l'on mentionne que « Montréal Campus *et* Quartier Libre *ont la cote dans les grands quotidiens montréalais* ». Notons que nous participons activement aux débats d'idées entre le rectorat, la FAÉCUM et les étudiants sur des sujets qui vous touchent de près et de loin. Cela est essentiel dans une démocratie universitaire.

POURQUOI VOTER OUI À LA HAUSSE DE COTISATION ?

La raison principale qui motive notre demande de hausse de cotisation est notre volonté d'ouvrir un poste permanent, à moyen ou à long terme, de directeur du journal. Comme vous le lirez dans l'un de nos articles (Nourrir la bête, p. 7), *Quartier Libre* souffre d'un grave problème de gestion qui perdure depuis de nombreuses années. Le bourbier administratif dans lequel il se trouve est principalement causé par le double chapeau de directeur et de rédacteur en chef que porte la personne qui gère le journal. La séparation de ces deux postes changerait toute la donne. Un directeur permanent et plus qualifié assurerait un suivi au fil des années, suivi qui ne se fait pas, si l'on considère que le rédacteur en chef, anxieux de percer en journalisme ou ailleurs, quitte ses fonctions souvent après une année de service. Le directeur s'assurerait du bon fonctionnement du journal au niveau de la gestion du personnel, de la publicité et de la visibilité et ce, à plus long terme. Cela permettrait ainsi au rédacteur en chef de se concentrer sur le contenu du journal (qualité, recherches de sujets novateurs et de reportages) et sur le perfectionnement des journalistes.

Quartier Libre n'est pas en train de mourir, mais il survit. L'argent que nous obtenons chaque année des cotisations étudiantes et de la publicité (en baisse dans les médias écrits au profit des médias virtuels) sert à faire rouler le journal au minimum. C'est-à-dire, à pouvoir payer les cinq employés permanents, les collaborateurs, les correcteurs, le graphiste, l'imprimeur et le distributeur. C'est le strict minimum pour maintenir une qualité acceptable. Pour ne pas être déficitaire, nous avons dû couper dans les salaires, instaurer un plafond de rémunération pour les collaborateurs, supprimer le poste de photographe, diminuer le tirage et le nombre de pages.

Pour produire un journal de qualité, il faut des moyens. Cet argent, issu des cotisations, pourrait ainsi donner un nouvel élan au journal. Nous avons grandement besoin de nouveau matériel pour les correcteurs (dictionnaire, grammaire, ouvrages de bon usage de la langue française) et un plan de visibilité est nécessaire (mais coûteux). Comme le QL est une école, nous voudrions aussi pouvoir donner la chance à des journalistes de faire des reportages à l'extérieur de Montréal. L'embauche d'un webmestre est également un de nos projets futurs, dans l'optique où cette hausse sera acceptée.

Parmi toutes les demandes de hausse de cotisation de cette concertation universitaire, celle de *Quartier Libre* est la plus parcimonieuse et n'affectera en rien votre budget d'étudiant économe. Dans le pire des scénarios pour un étudiant, si cette hausse nous est accordée, vous aurez le droit de vous faire rembourser à chaque début de session. Et oui ! Ce montant est considéré comme une cotisation automatique nonobligatoire (CANO). C'est aussi le cas de la halte-garderie Le Baluchon et de la radio CISM.

Prenez part à la saine circulation des idées à l'Ude : votez OUI à la hausse de cotisation de *Quartier Libre* !

PRÉCISION

Dans l'éditorial du dernier numéro (QL vol.15, # 5) *Quartier Libre* a dressé une liste de 10 mots ou expressions qui devraient ou pourraient être proscrits du langage de certains acteurs importants de l'UdeM, en lien avec l'actualité du moment - la liste des expressions interdites à l'Assemblée nationale. Dans l'un des paragraphes (mot # 1), il serait insinué que la FAÉCUM ne sait pas corriger ses fautes de français de façon générale. *Quartier Libre* veut préciser qu'il faisait référence au Conseil central du 14 février dernier, au cours duquel un représentant d'une association étudiante avait qualifié de *« travail d'élève de secondaire 1 »* un communiqué de presse émis par la FAÉCUM qui contenait une vingtaine de fautes d'orthographe. QL tient à souligner les améliorations dans la qualité du français faites depuis par la Fédération. Nos excuses pour ce malentendu.

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 4

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 5

La FAÉCUM gagne deux membres

RETOUR VERS LE PASSÉ

La FAÉCUM compte désormais 82 membres. L'Association des étudiants en lettres et en sciences humaines ainsi que l'Association étudiante de science politique et philosophie ont officiellement rejoint la Fédération le 31 octobre dernier, au détriement de la CALESH.

Stéphane WAFFO

Au cours de la 429e séance ordinaire du conseil central de la FAÉCUM, les associations présentes ont voté à l'unanimité pour l'affiliation de deux nouveaux membres : l'Association étudiante du baccalauréat en lettres et sciences humaines (AELSHUM) et l'Association étudiante du baccalauréat bi-disciplinaire en science politique et philosophie (AESPEP).

Du côté de l'AELSHUM, il a d'abord fallu se désaffilier de la CALESH (Coalition des associations étudiantes de lettres et de sciences humaines), autre organisation étudiante sur le campus. L'AESPEP. quant à elle, n'est officiellement reconnue par l'Université que depuis cette année. Dans son cas, il s'agit d'une affiliation FAÉCUM/ASSÉ, les étudiants ayant opté en assemblée générale pour l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) plutôt que pour la FEUQ.

CRISE À LA CALESH ?

Véronique Dionne-Boivin, présidente de l'AELSHUM, rappelle que son association fait partie du noyau qui, après la grève étudiante de 2005, avait fondé la CALESH. Elle explique la récente désaffiliation par le faible activisme de la CALESH. Mme Dionne-Boivin parle d' *« un essoufflement depuis le printemps passé »*, expliquant qu' *« il n'y a plus de comité exécutif depuis les environs du mois de mars »*, de même qu'aucune assemblée générale n'a eu lieu. Elle ajoute qu'en septembre, lors d'une rencontre, il n'y avait *« toujours pas de plan d'action pour l'année »*. Également, elle estime que l'image du programme a évolué *« puisque les étudiants de deuxièmes et troisièmes années qui s'étaient affiliés à la CALESH sont* [aujourd'hui] *à la maîtrise ou ailleurs »*.

N'excluant toutefois pas un retour ultérieur dans la CALESH, elle insiste sur le fait que l'assemblée générale a exhorté et mandaté son exécutif à continuer de *« regarder ce qui s'y passe »*. D'ailleurs, la CALESH tiendra une première assemblée générale, mercredi 7 novembre. Ariane Jacques-Côté, ancienne représentante à l'externe de l'association d'histoire, et probable membre du futur exécutif, a refusé de s'exprimer au nom de l'organisation. À titre individuel, elle a seulement expliqué que la CALESH était en *« période de reconstruction »*. Ainsi, la Coalition ne compte désormais plus que quatre associations membres.

Tête chercheuse : Francine Richer

FEMMES D'AFFAIRES

La Chaire de développement et de relève de la PME à HEC Montréal souhaite depuis quelques années accorder une plus grande place à l'entrepreneuriat féminin dans ses recherches. C'est dans ce cadre que Francine Richer et Louise Saint-Cyr ont publié *L'entrepreneuriat féminin au Québec*, ouvrage dans lequel les deux chercheuses passent en revue la carrière de dix entrepeneures du Québec.

Propos recueillis par Charlotte HORNY

Quartier Libre : Pourquoi avoir voulu écrire un tel livre ?

Francine Richer : Ces 20 dernières années, l'importance des femmes dans le milieu de l'entrepreneuriat a considérablement augmenté. Aujourd'hui, aux États-Unis, ce sont les femmes qui créent le plus d'entreprises. Au Québec, entre 1986 et 2005, le nombre d'entrepreneures a doublé. Pourtant, on constate que les femmes manquent de modèles de réussite, qui, pourtant, existent. Or, avoir un modèle est très important pour se lancer, surtout lorsqu'on innove.

Francine Richer

Q.L. : Les femmes rencontrent-elles plus d'obstacles que les hommes pour démarrer une entreprise ?

F.R. : Le principal obstacle a toujours été le financement. On leur a souvent opposé le fait que leur entreprise ne serait pas rentable ou on a évoqué leur prétendue peur du risque financier. Aujourd'hui, les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues ont toutes eu des difficultés avec les institutions financières. Elles considèrent que les banquiers leur en demandent plus, ou qu'ils ne sont pas compétents pour juger de la rentabilité de leur entreprise. Mais cela tient aussi du fait que les femmes démarrent majoritairement des entreprises dans le secteur des services, qui est encore un secteur d'innovation. Les banquiers sont donc plus frileux. Toutefois, les femmes ont appris à « magasiner » leur institution financière.

Q.L. : Un modèle selon le genre est-il nécessaire ?

F.R. : Oui, un modèle inspire. Il nous semble important de montrer le cheminement de femmes auxquelles les nouvelles générations peuvent s'identifier et qui peuvent les stimuler. La caractéristique dans ces entrevues est que les femmes, lorsqu'on leur demande de raconter leur parcours, n'évoquent pas seulement leur vie professionnelle, mais aussi leur vie personnelle, leurs talents individuels. Cette vision globale peut toucher un plus grand nombre de personnes : les jeunes femmes qui souhaitent démarrer une entreprise comme les jeunes hommes, qui peuvent y trouver des qualités ou des préoccupations mises en avant auxquelles ils n'auraient pas pensé.

Q.L. : Les hommes et les femmes créent-ils le même type d'entreprises ?

F.R. : En 2005, les entrepreneures au Québec constituaient 64 % des effectifs dans les services et étaient peu représentées dans le secteur primaire, ainsi que dans celui de la construction. Mais attention aux préjugés : les entreprises gérées par des femmes ne sont plus des salons de coiffure ! Le service aux entreprises et à la personne sont des secteurs innovants qui peuvent mener à des entreprises de plus en plus importantes. Nous avons l'exemple des Spas Eastman, gérés par Jocelyna Dubuc, qui ont connu un développement très rapide. D'autres secteurs intéressent aussi les femmes. Avalanche est une entreprise de grande envergure qui œuvre dans la confection de vêtements de ski sur mesure. Similairement, c'est une femme qui est à la tête d'usines du Groupe Cascades, dans le secteur de la fabrication de matériaux spécialisés. Par ailleurs la littérature nous apprend que les femmes font moins faillite que les hommes. Nous l'avons vérifié lors d'une étude sur l'agriculture au Québec : il y a moins d'échecs dans les entreprises menées par des femmes.

OPINION :

Du mouvement, étudiants !

TROP BÊTES POUR VOTER ?

Maude L'ARCHEVÊQUE

Chers étudiants, êtes-vous prêts à voter au référendum organisé par la FAÉCUM qui se tient présentement sur tout le campus de l'Université de Montréal ?

Sachez que certains de vos élus doutent de vous. Lors d'un récent conseil central, les délégués de vos associations étudiantes se sont prononcés contre l'idée d'inclure dans le référendum une question quant à l'élection du secrétaire général au suffrage universel.

Plusieurs raisons ont été évoquées pour expliquer ce refus, la principale étant qu'advenant une élection générale, vous voteriez non pas en fonction de la compétence des candidats, mais bien en fonction de facteurs futiles comme la popularité ou l'image. Bien entendu, la popularité et l'image n'interviennent *jamais* dans les élections faécumiennes – durant lesquelles les délégués de vos associations étudiantes élisent le Bureau exécutif.

Cet argument présente deux problèmes. Première présupposition : les étudiants ne s'informeraient pas avant de voter pour leurs représentants. Deuxième présupposition : leur réponse à la question référendaire serait nécessairement irréfléchie et ne reflèterait pas une volonté de voter pour leur secrétaire général, advenant une réponse positive à cette question au référendum.

Cette deuxième présupposition pose particulièrement problème. La question référendaire proposée par le délégué de l'Association étudiante de droit ne visait pas à faire en sorte *de facto* que vous votiez pour le secrétaire général, mais plutôt à vous demander si vous voulez ou non voter pour vos représentants, le secrétaire général en l'occurrence. Si une majorité d'entre vous avait répondu oui à cette question, n'aurait-ce été parce que vous auriez jugé être aptes à voter de façon réfléchie pour le secrétaire général ? Une réponse positive n'aurait-elle pas démontré que vous étiez prêts à assumer cette grande responsabilité ?

Le refus de poser cette question aux étudiants dans le cadre du référendum souligne le manque de confiance que les délégués des associations étudiantes ont en vous, leurs membres. Difficile de comprendre dans ces circonstances que les délégués aient voulu un référendum : si vous n'êtes pas capables de voter pour un secrétaire général, ou même de voter pour dire si vous voulez voter pour le secrétaire général ou non, pourquoi seriez-vous capables de voter à propos de questions aussi graves importantes que le gel des frais de scolarité ou la politique linguistique ?

Pendant ce temps, à quelques jours du début du scrutin, plus de la moitié des 200 bénévoles nécessaires à la bonne marche du référendum manquaient à l'appel. Une question revenait d'ailleurs souvent autour de l'Halloween : mais où sont les représentants des associations étudiantes ? Selon nos informations, ce ne sont pas eux qui ont répondu à l'appel mais de simples étudiants comme vous, comme ceux-là mêmes que l'on croyait incapables de voter intelligemment à propos de certaines questions référendaires.

Sans vouloir reprendre les paroles tenues par la secrétaire générale de la FAÉCUM, Julie Bouchard, lors du dernier conseil Conseil central, les représentants d'associations étudiantes ont voulu ce référendum. Ce serait la moindre des choses qu'ils s'y impliquent.

Et j'ajouterai : ce serait l'occasion de prouver qu'ils s'intéressent à ce que pensent leurs membres en-dehors de ces assemblées générales de début d'année qui peinent à obtenir quorum.

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 6

Le référendum qui anime le campus jusqu'au vendredi 16 novembre traite d'enjeux aussi différents que cruciaux pour les étudiants.Pour ce numéro de *Quartier Libre*, nous avons donc voulu offrir une tribune aux comités qui tenteront de convaincre les électeurs. Aussi, nous nous sommes livrés à un exercice peu commun : le bilan des deux médias officiels des étudiants de l'UdeM, CISM et *Quartier Libre*. Respectant pleinement la rigueur journalistique, nous avons souhaité analyser leur (notre) travail, pour vous permettre un vote éclairé. Notez bien : malgré nos sollicitations, le comité partisan pour l'établissement d'une cotisation obligatoire pour le libre accès au transport en commun ne nous a pas présenté de texte. Également, aucun comité n'a été formé autour des questions de hausse de cotisation de la halte-garderie Le Baluchon et de politique linguistique de l'UdeM. Bon vote !

Clément Sabourin, chef de pupitre campus.

Contre le dégel des frais de scolarité

Derrière l'augmentation des frais de scolarité du gouvernement libéral se cache l'enjeu de la capacité des jeunes à s'imposer pour faire face aux problèmes que la société québécoise vivra lorsque les étudiants d'aujourd'hui constitueront la majorité des contribuables.

Probablement avez-vous constaté le dégel des libéraux, en vigueur depuis cette session à la hauteur de 100 $ pour le moment et qui atteindra 500 $ supplémentaires dans cinq ans. Ce dégel n'empêchera pas une personne de s'inscrire, mais pourquoi devrions-nous avoir seul le poids de contribuer à améliorer la qualité des universités ? Le dégel n'est tout de même pas sans impact : 30 % de personnes bénéficiaires de l'aide financière finiront leurs études plus endettées. Pourquoi le gouvernement fait le choix peu stratégique de faire payer ceux qui sont le plus dans le besoin pour regarnir les coffres des universités, alors que les montants investis sont loin de régler le sous-financement des universités québécoises par rapport aux universités canadiennes ?

Cela est encore plus inquiétant pour l'avenir lorsqu'on constate que 70 % des nouveaux emplois nécessitent une formation universitaire. Le gouvernement du Québec n'a pas le luxe de prendre des mesures qui pourraient décourager un tant soit peu les jeunes à entreprendre ou à terminer des études universitaires, sachant que les retombées positives des diplômés se font sentir par l'ensemble de la société.

Devant cette injustice imposée aux étudiants par un gouvernement, qui dans le même mois annonçait 950 millions $ de baisses d'impôts, nous vous invitons à protester contre la direction dangereuse où nous mène le dégel des frais de scolarité.

Votez non au dégel et dites oui à l'égalité des chances, à la préservation d'un incroyable outil de mobilité sociale et aux possibilités d'avancement de la société québécoise.

Nicolas Descroix,
pour le comité partisan contre le dégel des frais de scolarité

Pour le dégel des frais de scolarité

L'actuel gel des frais de scolarité est quelque chose d'égalitaire, mais de non-équitable. Caché derrière un voile d'hypocrisie, cette politique n'est nullement équitable. Il s'agit en fait d'une politique régressive qui prend aux pauvres pour donner aux riches. Comme le dit l'économiste Clément Lemelin *« dans les années 1960, je payais 540 $ par année. En dollars constants, cela représenterait 3500 $ aujourd'hui. Au lieu d'indexer les droits de 2 ou 3 % par année, on préfère créer des crises de société en les augmentant tout d'un coup »*.

Plusieurs études placent le pourcentage de la décision d'étudier en fonction du coût de l'éducation entre 10 % et 15 %. De nombreux autres facteurs entrent en jeu dont la scolarité et le revenu des parents. Les étudiants provenant de familles aisés vont plus à l'université que les moins riches. Le gel des frais de scolarité est donc une subvention inéquitable accordés aux riches alors que des politiques publiques ciblées pour les moins bien nantis seraient plus équitables.

Il serait bien plus intéressant d'avoir des mesures ciblées pour favoriser et encourager la participation des moins nantis ou même des mesures qui agiraient avant leur arrivée devant les portes de l'université.

Les taux de rendement de l'éducation obtiennent des valeurs allant de 14 à 19 % pour un diplôme de baccalauréat, et ce une fois que les coûts directs et indirects sont pris en compte. Ceux qui ont complété des études universitaires obtiennent nettement plus et sont moins susceptibles de se retrouver sur le chômage que ceux qui n'ont pas de diplômes universitaires. Si ce n'était pas le cas, personne n'irait étudier.

Les étudiants québécois contribuent le moins à leur éducation au Canada, d'où un sous-financement des universités d'environ 375 millions, qui rend plus difficile l'investissement dans la qualité de l'éducation.

Vincent Geloso,
pour le comité partisan pour le dégel des frais de scolarité

Pour la hausse de cotisation de la FAÉCUM

Lors du référendum qui se tiendra entre le 5 et le 16 novembre, vous aurez à prendre position sur plusieurs enjeux. Je veux attirer votre attention sur une des questions qui m'apparait tout particulièrement importante : celle sur l'établissement de la cotisation de la FAÉCUM à 15 $.

Au cours de ses 31 années d'existence, la FAÉCUM a fait plusieurs gains, qui ont permis d'améliorer les conditions de vie des étudiants à l'Université de Montréal. Il suffit de penser à la mise sur pied du tarif réduit du transport en commun pour les étudiants de 18 à 25 ans, à l'extension des heures de service du métro sur la ligne bleue, à l'adoption d'une politique linguistique à l'Université de Montréal, à l'évaluation de l'enseignement, à la création d'une Halte-garderie pour venir en aide aux parents étudiants ou encore au retrait des coupures en éducation de 103 millions de $, en collaboration avec la FEUQ.

Or, aujourd'hui, la FAÉCUM se retrouve avec un important déficit dans son budget, causé notamment par l'élaboration de nouveaux projets et services dont le Projet Campus Durable voté par les étudiants au dernier congrès, mais aussi parce que la cotisation n'a pas été augmentée depuis 2001 et qu'elle est l'une des plus basses parmi les universités québécoises.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire pour les cinq prochaines années, la cotisation devra passer de 10,50 $ à 15 $ par session. Il s'agit d'une augmentation de 4,50 $ sans laquelle la FAÉCUM ne pourra continuer à se développer au même rythme et à offrir autant de services à l'ensemble des étudiants.

Accepter l'établissement de la cotisation à 15 $, c'est se donner les moyens de maintenir des services de qualité.

Jonathan Lafontaine,
pour le comité pour la hausse de cotisation de la FAÉCUM

Pour le comité pour la hausse de cotisation étudiante du *Quartier Libre*, lire l'éditorial de Rachelle McDuff en page 3.

Pour la hausse de la cotisation étudiante pour CISM 89,3 FM

CISM, c'est votre station de radio.

Indépendante, elle appartient en propre aux étudiants et ne reçoit aucune subvention gouvernementale, ni subvention de la part de l'administration de l'université. Une indépendance rare dans un contexte de convergence outrancière.

Nous sollicitons votre aide parce que nous croyons que ce bijou qu'est votre radio doit être conservé. CISM est présentement en campagne pour faire augmenter la cotisation étudiante de 2 à 3 $. Vous êtes conviés à vous exprimer dans le cadre de la vaste consultation organisée par la FAÉCUM, du 5 au 16 novembre.

Depuis l'époque de la diffusion en direct de Bol et Bolles, jusqu'à notre présence aux matchs des Carabins, nous avons été là et nous continuerons à jouer un rôle de premier plan dans la vie de votre campus.

Le 89,3 FM est également devenu un puissant moteur de la relève musicale dont vous pouvez être fiers. Il suffit de regarder le Gala de l'ADISQ ou de sillonner les festivals pour constater que les artistes qu'on classait autrefois comme faisant partie de la relève donnent maintenant le ton à une industrie qui explose partout dans la francophonie. Ces artistes sont fiers de s'associer à CISM en arborant nos couleurs ou en acceptant de venir faire des prestations en direct dans nos studios.

CISM, c'est 200 bénévoles, qui, semaine après semaine, travaillent d'arrache-pied pour vous présenter l'avant-garde de la musique et de l'information. C'est aussi le visage des étudiants qui ont organisé cette campagne, qui ont répondu à vos questions entre deux cours, avant de préparer leur émission.

Plusieurs raisons financières ont déjà été invoquées pour justifier cette demande d'augmentation (voir l'article *Finances marginales*, dans la précédente édition du QL), mais si nous sollicitons votre appui, c'est avant tout pour vous rappeler que CISM est votre radio. À vous de vous l'approprier !

Jules Hébert,
pour le comité de hausse de la cotisation étudiante pour CISM 89,3 FM

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 7

Hausse de cotisation de *Quartier Libre*

NOURRIR LA BÊTE

La demande de hausse de cotisation pour *Quartier Libre* soulève plusieurs questions. Le journal a-t-il vraiment besoin de cet argent ? Est-il bien géré ?

Gaétan POULIOT

Quartier Libre n'a jamais été déficitaire. Enfin, jusqu'à présent. L'actuelle directrice et rédactrice en chef, Rachelle McDuff, prévoit un déficit de près de 5 000 $ cette année. Une nécessité pour boucler le budget qui s'élève à plus de 140 000 $.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi. *QL* a bénéficié par le passé d'une marge de manœuvre plutôt confortable. Le journal participait à l'envoi de correspondants à l'étranger, au Forum Social Mondial à Porto Alegre au Brésil, par exemple. Un photographe et un webmestre étaient aussi à l'embauche du journal. Des postes aujourd'hui supprimés.

Cela est un exploit, si l'on considère qu'il y a quelques années le journal a été victime d'une importante fraude par l'un de ses employés. Entre 75 000 et 100 000 $ ont été détournés. Un énorme montant pour une organisation sans but lucratif comme *Quartier Libre*. Un coup dur pour le journal qui a été bizarrement occulté. Il semble que les étudiants n'aient jamais été mis au courant de cette affaire. Un règlement hors cour qui n'aurait permis au journal de récupérer qu'une petite partie de l'argent détourné aurait clos le dossier.

La gestion de *Quartier Libre* a toujours été *« en montagne russe »*, avoue l'actuelle directrice, qui a aussi siégé au conseil d'administration l'an dernier. En ce moment, le journal *« répare les pots cassés des années passées »*, confit-elle. Il y a notamment eu du laxisme l'hiver dernier. Les comptes n'étaient plus à jour, ce qui a fait perdre quelques centaines de dollars au journal. *« Ce n'est pas la catastrophe, mais il faut une meilleure gestion »*, avoue-t-elle. Maude L'Archevêque, directrice du journal durant cette période, ne cache d'ailleurs pas son peu d'intérêt pour la gestion, en confessant qu'elle est mauvaise en administration. Pour contrôler le déficit qui s'annonce cette année, *QL* a dû, entre autres, réduire son tirage et le nombre de pages de ses numéros.

GESTION POUR LES NULS

«Quartier Libre est une école pour les journalistes, mais aussi pour les gestionnaires », relativise Mme McDuff. C'est aussi pourquoi les gestionnaires *« néophytes »* du journal font des erreurs, à son avis. Rachel Saintus-Hyppolite, membre du CA depuis avril 2007, souligne pour sa part que l'instabilité du personnel du journal ces dernières années a aussi nui à la bonne gestion.

Samuel Auger a dirigé le journal en 2005-2006. Si à ce moment la santé financière du journal était bonne, il voyait venir la question de la hausse de cotisation. Les revenus des cotisations étaient stables alors que les coûts de production augmentaient, souligne-t-il.

Selon son successeur, Paul Therrien (directeur en 2006) ,*QL* aurait pu faire des réserves à l'époque où les rentrées d'argent étaient plus importantes. Ce ne fut pas le cas. Le journal a péché par optimisme, à son avis. Les numéros étaient trop gros et il y avait trop de couleur. Il estime malgré cela que *QL* est dû pour une hausse de cotisation. C'est une nécessité pour *« conserver la qualité du journal »*, défend-il.

UN MARCHÉ PUBLICITAIRE EN MUTATION

Bien que les étudiants soient une source stable de financement, c'est la publicité qui génère la principale rentrée d'argent. Mais le marché publicitaire est en mutation. Les revenus publicitaires baissent avec leurs déplacements vers d'autres médias, Internet en premier lieu. Une situation qui ne touche pas uniquement *Quartier Libre*, mais l'ensemble de la presse étudiante, si ce n'est de la presse écrite en général.

De gros annonceurs ont aussi été forcés de se retirer. *« Je ne pense pas que l'on va revoir les beaux jours où les compagnies de tabac annonçaient à pleine page »*, estime Edgar Donelle, directeur des ventes chez Accès Média, une agence de publicité qui fait affaire avec *QL* . Selon Samuel Auger, le départ des compagnies de tabac a complètement changé la donne. Avant les cigarettiers pouvaient dépenser jusqu'à 1 500 $ de publicité dans un seul numéro.

Selon François Dionne St-Arneault, vice-président exécutif chez 7/24 Marketing, une autre agence de publicité qui travaille avec le *QL* , *« il manque d'annonceurs locaux dans* Quartier Libre *»*. Un marché qui pourrait être développé. Mais c'est difficile, surtout que *« durant bon nombre d'années, personne ne s'en est occupé »*, constate-t-il. *« La publicité locale est aussi devenue plus difficile à vendre à cause de la compétition de médias tels que* Voir *et* Mirror *»*, fait remarquer M. Donelle, d'Accès Média.

Avec la hausse de la cotisation étudiante de 1 $ à 1,50 $ par session, *QL* bénéficierait d'une augmentation substantielle de ses revenus. Quelque 30 000 $ de plus à gérer chaque année. Entre problèmes de gestion et baisse des revenus publicitaires, la hausse de la cotisation semble être la lumière au bout du tunnel pour le journal. Avec cet argent, le conseil d'administration veut réformer la direction de *QL* . Les tâches de gestion et de rédacteur en chef seraient séparées par la création d'un poste de directeur. Une personne qui resterait plus d'une année pour assurer une stabilité. Les tâches d'administration, de gestion du personnel et de recherche de publicité lui seraient dédiées.

On veut aussi changer les règlements généraux pour que, légalement, il soit impossible pour le directeur de présider le conseil d'administration. Une première politique de ressources humaines serait aussi sur la planche à dessin. Selon la directrice actuelle, Mme McDuff, cela permettrait à *QL* de se sortir du *« bourbier administratif »* dans lequel il se trouve.

Avec les sommes additionnelles, on veut aussi se remettre à développer le journal et à faire des projets spéciaux. *« Pas nécessairement envoyer des journalistes à l'étranger, mais en envoyer au Québec et dans le reste du Canada »*, se permet de rêver Mme McDuff. Une hausse de la cotisation permettrait aussi de rendre plus indépendant le journal, selon Samuel Auger. *« Ça donnerait une marge de manœuvre pour refuser des publicités non éthique »*, donne-t-il en exemple.

CISM, une station d'abord musicale

À L'IMAGE DES ÉTUDIANTS ?

Privilégiant la musique émergente, la radio du campus propose moins d'émissions d'information qu'auparavant, et les nouvelles sur la vie universitaire se font rares. CISM répond-t-elle à son mandat ?

André MARTINEAU

Arrivé au poste de directeur de la programmation à l'été 2005, Guillaume Vincenot voulait ajouter de la cohérence à la grille de programmation. Désormais, les émissions occupent une case horaire qui correspond à leur style et les musiques qu'elles diffusent doivent strictement répondre à des quotas francophones ou canadiens. Une émission musicale doit diffuser environ 12 chansons à l'heure, alors que les émissions d'information en passent entre six et neuf.

Alexandre Courteau, animateur de l'émission Bande à part à Espace Musique, croit que le travail de promotion des nouveaux artistes que fait CISM est très important : *« Il y a plusieurs facteurs qui expliquent la réussite d'un groupe de musique, mais comme premier diffuseur, le rôle d'une station comme CISM est crucial »*. Cette orientation a associé la station au succès de nombreux artistes, comme Les Trois Accords, Les Cowboys Fringants ou, plus récemment, Tricot Machine.

Guillaume Vincenot est aussi très sensible à la longueur des interventions au micro : *« Peu importe l'heure où il se branche, l'auditeur vient à notre fréquence parce qu'il s'attend à entendre de la musique. Des interventions trop longues peuvent nous couper d'une partie des gens »*.

LA MUSIQUE AU DÉTRIMENT DE L'INFORMATION

Pour certains, cette grande place accordée à la musique se fait au détriment du contenu informatif. Ancien animateur de CISM, Jean-Philippe Pleau est déçu de la station universitaire : *« Ce que je trouve dommage, c'est que CISM n'est pas plus enracinée dans la vie universitaire. On y parle très peu de ce qui se passe sur le campus et il n'y a pas tellement d'émissions informatives ou de débats. »*

Formellement, un bloc d'une heure est accordé à la vie universitaire dans une émission pilotée par la FAÉCUM. Le reste du contenu de ce type se retrouve soit dans les émissions culturelles, soit dans le bloc information, qui représentent, en tout, deux heures et demi par jour. Même dans ces émissions, on ne retrouve généralement pas beaucoup d'information sur ce qui se passe sur le campus. Également, compte tenu du nombre minimal de pièces musicales devant être jouées, il est rare qu'une émission d'information aille plus de trente minutes de contenu parlé par heure.

Un contraste avec la radio qui se faisait dans les premières années de CISM. Jocelyn Desjardins, responsable des communications chez Greenpeace, était là au début des années 1990, quand la radio de l'Université de Montréal avait encore une salle de presse qui comptait une trentaine de journalistes bénévoles. *« C'était amateur, mais c'était surtout un formidable laboratoire d'idées »*. Il y avait alors plusieurs bulletins de nouvelles par jour. Il se rappelle entre autres avoir participé à la couverture du référendum de Charlottetown de 1992, où des journalistes rendaient compte de l'avancement de la campagne dans chacune des circonscriptions de la ville.

Le directeur de la programmation, Guillaume Vincenot, explique la diminution progressive du contenu informatif par la faible implication étudiante : *« Ça prend beaucoup d'efforts pour faire ce genre de contenu et on reçoit très peu de projets d'émissions informatives »*. Une explication qui tient difficilement la route selon Jean-Philippe Pleau : *« C'est le dilemme de l'œuf ou la poule. Si la structure des émissions ne permet pas de faire un contenu informatif assez poussé, ou si on ne donne pas aux animateurs les moyens techniques de le faire, ils vont tout simplement aller ailleurs »*.

C'est ce qu'a fait Normand Forgues-Roy. Étudiant au certificat en journalisme à l'Université de Montréal, il voulait parfaire ses connaissances et pratiquer le journalisme radiophonique. Pour cela, il a boudé CISM : *« C'est dans l'est de la ville, à la radio communautaire CIBL, que j'ai trouvé une radio avec une salle des nouvelles »*.

Ancien directeur des radios de campus CHYZ (Université Laval) et de CISM, Dave Ouellet admet qu'il est difficile d'attirer un auditoire large avec de la musique alternative et d'être en même temps le témoin de ce qui se passe à l'Université, *« mais c'est aussi le mandat d'une radio de campus, il faut réussir à être le reflet des 35 000 personnes différentes qui la financent, et ça, c'est tout un défi »*, conclut-il.

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 8

ENCORE DU TRAVAIL

L'an dernier, un journaliste du *Quartier libre* enquêtait sur la sécurité sur le campus et l'épidémie de vols qui y sévissait. À l'époque, le Bureau de la Sûreté avait entrepris d'implanter diverses mesures devant améliorer la situation. Avec l'effraction au local de l'association étudiante de droit et le vol de matériel au *Pigeon Dissident*, un bilan s'impose.

Alexandre CAYLA

Une des mesures énoncées en 2006 par le directeur du Bureau de la Sûreté, Marcel Descart, était la mise à niveau des équipements de surveillance. Dans ce plan, il était prévu qu'en plus d'augmenter le nombre de caméras présentes sur le campus, l'Université allait en profiter pour adopter les dernières technologies en matière de surveillance en installant des webcams spécialisées reliées à un serveur central dans les locaux de la Sûreté. Actuellement, la première phase du plan a été complétée : toutes les issues du pavillon principal – le pavillon Roger Gaudry – sont donc maintenant dotées d'une caméra de surveillance. Toutefois, plusieurs pavillons restent sans surveillance.

ÉTERNELLE QUESTION DE SOUS-FINANCEMENT

Selon M. Descart, « *depuis* [la fusillade de] *Dawson,* [les] *budgets ont un peu augmenté, mais restent tout de même limités, ce qui* [...] *oblige à échelonner* [le plan] *sur plusieurs années* ». La Sûreté a donc dû hiérarchiser ses priorités et concentrer ses efforts là où ils étaient plus urgents. Le pavillon principal, par son architecture en méandres et la forte présence de laboratoires, faisait en sorte que les vols y étaient plus fréquents. « *Les gens n'avaient pas l'habitude de fermer les portes et il y avait beaucoup d'endroits par lesquels les voleurs pouvaient se sauver* ».

Ce sont maintenant les pavillons situés sur la rue Jean-Brillant – 3200 et Lionel-Groulx – et le pavillon de la Faculté de droit qui sont les prochains sur la liste. Actuellement, ces pavillons sont sans surveillance ; la caméra située sous l'entrée du 3200 ne sert qu'à avertir les personnes handicapées de l'arrivée de leur transport adapté, en hiver, et n'est pas reliée au serveur de la Sûreté. Combien de temps prendra l'installation des caméras ? « *Je ne sais pas trop, mais on peut dire qu'il s'agit d'un plan quinquennal. Tout cela dépend du financement, bien évidemment* », répond M. Descart.

LES ÉTUDIANTS FORCÉS DE S'ORGANISER

Pour plusieurs étudiants, ces caméras sont nécessaires et auraient dû être installées depuis longtemps. Durant la semaine de lecture, quelqu'un est entré par effraction dans les locaux du *Pigeon Dissident* et de l'Association des étudiants de droit (AED). Un ordinateur a été dérobé dans le local du *Pigeon*. Selon Mathieu Racine, responsable des communications de l'AED, la seule raison pour laquelle rien n'a été volé dans les locaux de l'association étudiante est que le voleur « *n'a rien trouvé qui avait suffisamment de valeur pour qu'il se donne le trouble de le voler* ».

Par contre, comme la liste s'allonge – en début d'année, le café Acquis de droit s'est fait voler sa caisse ainsi que son matériel de radio – les étudiants pensent agir seuls. « Le Pigeon *pense installer un système d'alarme et on* [l'AED] *pense emboîter le pas* », dit Mathieu Racine. « *C'est quand même drôle qu'on soit obligé de faire ça. J'ai toujours une analogie en tête : si c'est un professeur qui se faisait voler, est-ce qu'on lui demanderait de payer pour assurer la sécurité de son local ?* »

BIG BROTHER VERSION UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL?

L'utilisation accrue de systèmes de surveillance soulève toujours des questions sur le droit à la vie privée. Selon M. Descart, les étudiants n'ont pas de craintes à éprouver à ce sujet puisque seules les issues et quelques lieux spécifiques seront dotés de caméras. De plus, comme le nombre de caméras sera trop élevé pour que les agents puissent toutes les voir en temps réel, les images serviront surtout dans le cadre d'enquêtes. « *On ne veut pas surveiller tout le monde tout le temps, on va faire sortir des images lorsqu'un cas va être signalé. Et, même s'il y a beaucoup de va-et-vient sur une image, il est facile de détecter quelqu'un qui a un sac assez gros pour traîner plusieurs ordinateurs, par exemple* », conclut le directeur du Bureau de la Sûreté de l'UdeM.

Université d'Ottawa

Portes ouvertes
sur les études supérieures

Ça part d'ici.

Kiosques d'information
15 novembre 2007 – 11 h à 15 h

Venez nous voir au
Centre universitaire Jock-Turcot

www.etudesup.uOttawa.ca

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 9

Immobilier à l'UdeM

DE L'ESPACE, S'IL VOUS PLAÎT !

Le 4 octobre, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) annonçait une hausse du nombre d'étudiants inscrits à temps plein dans les universités du Québec. À l'Université de Montréal, cette augmentation occasionne bien des maux de tête. La raison ? Le manque criant de locaux.

Alexandre CAYLA

Depuis 1995, plusieurs pavillons ont été acquis, construits ou agrandis pour totaliser une superficie additionnelle de 120 000 m². Toutefois, pour répondre aux besoins des étudiants sans cesse croissants, l'Université devra encore trouver une solution pour combler un déficit d'espace de 69 000 m².

Selon Alexandre Chabot, vice-recteur adjoint et chef du cabinet du recteur Vinet, cette situation ne s'explique pas seulement par l'augmentation du nombre d'étudiants, mais aussi par des changements qualitatifs dans l'enseignement et dans la clientèle étudiante. *« Actuellement, il y a des manques à gagner dans l'offre de service globale au niveau des espaces communs et des bureaux. L'augmentation des effectifs étudiants est particulièrement forte au niveau des cycles supérieurs, mais nous avons à peine assez de place pour loger les chargés de cours. Nous aimerions pouvoir offrir aux doctorants la même chose que plusieurs autres universités canadiennes, c'est-à-dire qu'ils aient un bureau à leur disposition »*.

BESOINS IMMÉDIATS, SOLUTION À LONG TERME?

Depuis que le mont Royal a été déclaré patrimoine historique et naturel, l'espace de construction sur le flanc de la montagne est considérablement restreint. Dans le plan directeur des espaces de l'UdeM, dont la version modifiée sera déposée prochainement, le site de la gare de triage d'Outremont est présenté comme le lieu le plus intéressant pour une future expansion. Déjà acquise par l'UdeM en 2006, la gare de triage est un des seuls sites peu développés à proximité de l'Université, estime Louis Mathieu, directeur des grands projets de la Direction des immeubles de l'UdeM. En fait, il s'agirait de la meilleure opération *« même si l'Université a acquis ou loué plusieurs immeubles au cours des dernières années pour subvenir à ses besoins, la gare de triage reste la meilleure alternative, puisque ces immobilisations nécessiteraient aussi de lourds investissements. Ainsi, plutôt que d'investir dans la mise à niveau, il est plus intéressant de construire à neuf des édifices adaptés à nos besoins »*. Les bâtiments indésirables, le 2801 et le 2815 Édouard-Montpetit ainsi que le 1420 Mont-Royal, seront bientôt vendus et les sommes recueillies serviront à financer la construction du complexe à Outremont.

Par contre, deux embûches se posent : la construction nécessite plusieurs années et l'Université est toujours en attente de financement du gouvernement fédéral. Le site d'Outremont ne pourra donc pas servir avant quelque temps. Sur ce point, M. Mathieu, relativise : *« c'est sûr qu'un projet de cette ampleur s'échelonne sur vingt ans, par contre la première phase est déjà bien entamée, il reste encore à déterminer qui ira sur le nouveau site, mais c'est sûr que les activités humides qui requièrent des laboratoires devront être déménagées bientôt »*.

Dans l'immédiat, pour subvenir à ses besoins d'espace à court terme, l'Université délocalise une partie de ses services administratifs et de ses centres de recherche aux quatre coins de la métropole. À titre d'exemple, la Direction des ressources humaines se trouve maintenant sur l'avenue du Parc.

Pour subvenir à ses besoins d'espace à court terme, l'Université délocalise une partie de ses services administratifs et de ses centres de recherche aux quatre coins de la métropole.

LE CAS DU PAVILLON ÉTUDIANT

Au niveau des services aux étudiants, faire passer la superficie des espaces communautaires de 1 % à 2 % de la superficie totale, – soit la moyenne canadienne – semble être au sommet de la liste des priorités; le pavillon étudiant est considéré comme une proposition crédible pour résoudre le problème.

À la FAÉCUM, les perceptions sur la faisabilité du projet ne sont pas aussi optimistes. Vincent Ranger, coordonnateur aux affaires universitaires, juge même étrange la déclaration du rectorat sur le sujet. *« Il y a quelques semaines, on nous a informés du fait que l'Université n'avait pas l'intention de participer financièrement au projet. Pour nous, c'est inacceptable, puisque même si la division des coûts n'avait pas encore été complètement établie, il n'avait jamais été question que les étudiants paient la totalité de la facture »*. D'ailleurs, cette nouvelle position semble contradictoire puisque la construction du pavillon étudiant figure dans le livre blanc de l'Université qui présente les grands axes de développement jusqu'en 2010.

Selon, Vincent Ranger, ce n'est pas le coût du projet qui justifie la position de l'Université, mais bien le manque de volonté : *« 15 millions de dollars, ce n'est pas cher pour un projet immobilier surtout quand le manque d'espace est reconnu et la participation des étudiants est assurée »*.

Réagissez aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Envoyez à : info@quartierlibre.ca

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE
Cours et emplois
(*1981)
rabais Internet
www.ecoledesmaitres.com
514-849-2828
1-800-561-1781

APPARTEMENTS / LOCATION

VADLAVAN INC. GESTION IMMOBILIÈRE
APPARTEMENTS À LOUER

VADLAVAN Inc., entreprise de gestion d'immeubles, offre le plus grand choix d'appartements dans le secteur situé entre l'artère commerciale Côte-des-Neiges (métro C-d.-N) et le Pavillon principal de l'Université (Métro UdM)
Près de 400 appartements à prix raisonnable (dans de petits immeubles résidentiels).
Tous sont en condition impeccable.
Nous proposons des appartements de toutes les tailles:
(1 ½ , 2 ½, 3 ½, 4 ½ , 5 ½,) non meublés ou meublés et équipés à la carte: nous offrons des baux de courtes durée ou de longue durée et nous avons aussi des appartements de luxe au ROCKLEDGE.

3505, boul. Edouard Montpetit, bureau 1, Montréal (Québec) H3T 1K6
(composez 5000 sur le clavier numérique dans le hall d'entrée)
Téléphone : 514-736-0554 • Télécopie : 514-736-1474
www.total/net~rockledge courriel : rockledg@total.net

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 10

Demi-finale de la Ligue de football universitaire du Québec

AMÈRE DÉFAITE

Après une saison mitigée de quatre victoires et quatre défaites, les Carabins ont su se rendre jusqu'en demi-finale de la Ligue de football universitaire du Québec. Mous à l'entame du match, les Carabins se sont ressaisis... mais pas suffisament pour battre le redoutable Rouge et Or de l'Université Laval, invaincu cette année.

André MARTINEAU

« Si jamais on gagne, il va falloir garder notre profil bas, parce que les fans du Rouge et Or vont être agressifs ». Tel était l'avertissement lancé par un partisan des Carabins, le visage couvert de bleu et blanc, à ses compères au moment où l'autobus nolisé s'approchait du stade de l'Université Laval, samedi 3 novembre.

Dès le début de la partie, l'équipe de Québec prend le contrôle du terrain. Seulement cinq minutes après le botté d'envoi, une passe du quart arrière César Sanchez-Hernandez de 45 verges assure un premier toucher, réalisé par Duane John. Dans le premier quart, le Rouge et Or accumule 137 verges de passe, contre 4 miséreuses verges pour les Carabins.

La domination du Rouge et Or se maintient durant toute la première demie du match. Une course spectaculaire de Pierre-Luc Yao de 68 verges amène la marque à 28 points. À la mi-temps, les hommes de l'entraîneur Marc Santerre n'ont pas été en mesure d'inscrire ne serait-ce qu'un seul point au tableau indicateur.

REMONTÉE DANS LA DEUXIÈME DEMIE

Après la pause hot-dog pour les spectateurs, les Carabins sortent ravivés du vestiaire, ouvrant la marque dans la sixième minute du troisième quart. Les Bleus sont de plus en plus présents dans la zone adverse. *« Ça passe pas, ça passe pas »*, scandent alors les nombreux supporters du Rouge et Or près de la tribune de la presse. Une poignée de fans de l'Université de Montréal leur répliquent insolemment : *« Le but d'Alain Côté était même pas bon ! »*. La vieille rivalité Nordiques/Canadiens trouve désormais un nouveau terrain.

Frank Bruno marque finalement un premier toucher sur une passe de Marc-Olivier Brouillette, déjouant la robuste ligne défensive lavaloise. Quatre jeux suffisent au même Brouillette pour marquer un autre toucher à quelques secondes du début du dernier quart, pour ainsi compléter une avancée de seize points en quinze minutes de jeu.

PHOTO : ANDRÉ MARTINEAU

Les Carabins se sont inclinés 28 à 16 en demi-finale de la ligue universitaire de football du Québec face au Rouge et Or

Malgré le bon travail des Carabins à l'offensive, plusieurs interceptions freinent leurs tentatives de s'approcher de la zone des buts durant le dernier quart. Et c'en est fait des Bleus : marque finale, 28 à 16. L'annonceur local salue la fin de carrière pour les joueurs montréalais Jean-Philip Provencher, Dimitri Kiernan et Jean-François Vibert, tous trois ayant cumulés cinq années au football universitaire. Les supporters des Carabins, quant à eux, sont rentrés chez eux la mine un peu basse, sans toutefois avoir à se soucier pour leur sécurité.

Soccer masculin

SIX EN SEPT

Grâce à leur victoire convaincante de 5 à 1, face aux Citadins de l'UQAM, le 26 octobre, l'équipe masculine de soccer des Carabins s'est assurée d'une participation au championnat de Sport interuniversitaire canadien (SIC). Il s'agissait d'un match important puisqu'une victoire leur permettait de devancer le Rouge et Or de l'Université Laval au sommet du classement.

Alexandra DURANCEAU

Le onze de l'Université de Montréal, avec ses 23 points accumulés, a remporté le titre de la saison régulière pour une sixième fois consécutive en sept années d'existence. Du 8 au 11 novembre prochain à l'Université de la Colombie-Britannique, les hommes de Pat Raimondo tenteront de venger leur défaite concédée l'année dernière face aux Spartans de la Trinity Western University, en demi-finale du Championnat canadien.

« Nous avons perdu quelques joueurs d'expérience cette année et l'équipe est résolument plus jeune, mais les gars ont fait preuve de beaucoup de maturité et c'est ce qui nous a menés à un sixième titre en saison régulière et à une participation au Championnat canadien », explique l'entraîneur Raimondo. Prendre un match à la fois et se concentrer à bien faire les petites choses, voilà en quoi consiste la recette gagnante du coach.

Pour Serge Vleminckx, analyste du sport universitaire au *Journal de Montréal*, les Bleus sont nettement moins dominants que par les années passées, mais forment tout de même une équipe redoutable. *« Ça nous a permis d'assister à un spectacle beaucoup plus intéressant parce que plus égal. À partir de maintenant, c'est une nouvelle saison qui commence et tout peut arriver au Championnat canadien. Les Carabins peuvent aspirer aux plus grands honneurs. »*

À CHACUN SON ÉTOILE

Au niveau des honneurs individuels, les joueurs des Carabins font bonne figure. En effet, trois représentants de l'UdeM se retrouvent sur la première équipe d'étoiles de la ligue de soccer masculin du Québec. Le gardien Gerardo Argento, fort de ses six blanchissages cette saison, soit le plus grand nombre au Québec, était du lot. Il a de plus été nommé sur la première équipe d'étoiles au Canada en 2005 et 2006, en plus d'avoir été le gardien régulier du Canada aux Universiades d'été 2007 à Bangkok où le Canada a réalisé sa meilleure performance de son histoire avec une quatrième position. Le milieu de terrain Johan Le Goff, pour une troisième année de suite et le défenseur Fabien Abejean complètent le tableau.

LES CARABINES DÉGAINENT

Avec leur fiche de neuf victoires, une défaite, quatre verdicts nuls et le 2e rang du classement provincial, les filles n'ont rien à envier aux garçons. Elles ont, pour leur part, réussi à aligner quatre des leurs sur la liste des 11 joueuses sélectionnées sur la première équipe d'étoiles québécoises. Terminant au deuxième rang des buteuses au Canada avec 14 buts en autant de matchs et un total de 18 points, l'attaquante Véronique Laverdière (étudiante en éducation physique et santé) s'est imposée. Les deux milieux de terrain, Émilie Mercier et Véronique Maranda, étudiantes en administration à HEC Montréal, sont également du nombre. Mercier, 21 ans et membre de l'équipe canadienne aux Universiades d'été 2007 à Bangkok, reçoit cet honneur pour la troisième fois en trois ans. Finalement, la défenseure, Gabrielle Marchand, complète le groupe.

Dernière minute : le titre provincial échappe aux Carabins

Les joueurs de Pat Raimondo se sont inclinés 1 à 0 en demi-finale provinciale face aux Redmen de l'Université McGill, vendredi 2 novembre, ratant ainsi l'occasion d'être champions pour la cinquième année consécutive. Pas de titre non plus pour les filles qui se sont inclinées en finale 2 à 1 contre le Rouge et Or de l'Université Laval. En guise de consolation, elles obtiennent un ticket pour le championnat de Sport interuniversitaire canadien qui se tient du 8 au 11 novembre à l'Université du Cap Breton.

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 11

L'armée américaine en Afrique

DÉFENSE À FRIC

À partir d'octobre 2008, les États-Unis entamerons la restructuration de leurs activités militaires et sécuritaires en Afrique . Baptisée AFRICOM, l'opération vise officiellement à *« assurer un environnement stable pour le développement économique et social »* sur le continent africain, mais il semble qu'elle comporte d'autres objectifs inavoués.

Crystal CROW
avec la collaboration de Thomas GERBET

Annoncé en février 2007 par George W. Bush, l'AFRICOM vient s'ajouter aux cinq autres commandements régionaux du Département de la défense américain tels que l'européen (EUCOM), le Pacifique (PACOM) ou celui du Moyen-Orient et de l'Asie-centrale (CENTCOM). La version africaine agira dans 52 des 53 pays du continent. Seule l'Égypte n'en fera pas partie, sa sphère de relations rendant plus judicieuse sa présence dans le CENTCOM. Avec l'AFRICOM, Washington opère une union de ses commandements sur le continent, autrefois répartis entre les trois précédemment cités.

Pour le porte-parole de l'AFRICOM, Ryan Henry, qui reprend les propos du secrétaire d'État à la défense, Robert Gates, l'ancien dispositif était *« désuet, datant de l'époque de la guerre froide »*. L'objectif était alors de lutter contre l'émancipation du communisme. Selon Brian Lai, professeur de sciences politiques à l'Université de l'Iowa, la raison principale de la présence américaine en Afrique aujourd'hui est la dissuasion de l'installation de foyers terroristes. *« Washington ne cherche pas à dominer les marchés africains »,* pense-t-il. Il s'agirait plus de remédier à *« la négligence historique des États-Unis quant à l'Afrique »*. Une autre des raisons évoquées par les observateurs réside dans la surcharge engendrée par les guerres d'Irak et d'Afghanistan pour le CENTCOM.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

CONSULTER POUR NE PAS INQUIÉTER

Lauren Ploch, analyste des affaires africaines au Service de recherche du Congrès américain, explique que *« certains Africains s'inquiètent de cette restructuration, pensant que cela signifie une volonté néocolonialiste de dominer militairement la région »*. Quant à J. Peter Pham, journaliste pour la World Defense Review, il prévoit de lourdes conséquences : *« l'AFRICOM va nécessairement obliger un changement radical dans les doctrines et les conventions, non seulement à l'intérieur des différentes branches des forces armées, mais aussi entre les agences gouvernementales. »*

Pour répondre aux inquiétudes de la communauté internationale, le porte-parole de l'AFRICOM confirme que plusieurs pays européens, dont la France – très présente en Afrique – ont été consultés au sujet du rôle de ce nouveau commandement. Il explique avoir *« le désir d'entendre* (leurs) *avis »*. Mme Ploch évoque, par ailleurs, l'attention grandissante qu'accordent les analystes américains à la présence, elle aussi grandissante, de la Chine sur le continent africain. Cela s'est par exemple exprimé dans l'annonce, faite au début d'octobre par le général William E. Ward, commandant de l'AFRICOM, d'harmoniser les efforts de *« ceux qui exercent des activités sur le continent, incluant les Chinois, lorsqu'ils ont les meilleures intentions envers les Africains »*. L'effort de coordonner plusieurs acteurs est visible. Pour Jack Kalpakian, professeur en études internationales à l'Université d'Al-Akhaway, au Maroc, la situation est claire : *« si l'AFRICOM contribue à asseoir les affaires chinoises en Afrique, Pékin ne s'y opposera pas »*.

Tout comme la Chine, les États-Unis lorgnent le pétrole africain pour réduire leur dépendance aux pays du golfe Persique. Un autre golfe, de Guinée celui-là, pourrait fournir davantage d'hydrocarbures à Washington. L'ancien chef d'état major de l'EUCOM, James Jones, l'a confirmé en 2006 dans un discours au Congrès américain : *« des explorations effectuées dans la région du golfe de Guinée laissent envisager la présence de réserves qui pourraient représenter de 25 % à 35 % des importations américaines dans les dix prochaines années. »*

TIRER DES LEÇONS DU PASSÉ

La présence de l'armée américaine en Afrique comporte des épisodes douloureux, dont l'opération Restore Hope de 1993, en Somalie, où plusieurs journalistes et soldats furent lynchés à mort par la foule. Le développement de l'islamisme radical dans cette région de la corne de l'Afrique explique certainement la présence actuelle de la majeure partie des installations militaires américaines à Djibouti.

Theresa Whelan, assistante adjointe du secrétaire à la défense aux affaires africaines, résume la nouvelle mentalité américaine : *« On voudrait se servir des leçons apprises durant les 15 dernières années en Afrique, dans les Balkans, en Afghanistan et en Irak en ce qui concerne le besoin de travailler plus auprès d'autres agences gouvernementales américaines. »* Le travail de concert avec les non-américaines, comme l'ONU, ne ferait donc pas partie des leçons tirées par Washington.

BRÈVES

Islam story

Au Royaume-Uni, la chaîne Islam Channel a sélectionné huit mosquées parmi plus de 1000 dans tout le pays dans le but d'élire la « mosquée modèle 2007 ». Les téléspectateurs sont appelés à voter par messages textes pour désigner le lieu de culte qui recevra un chèque de 68 000 dollars canadiens. Au-delà du verdict, prévu pour le 25 novembre, le directeur exécutif de la chaîne, Mohamed Ali, *« espère sincèrement que ce concours va déboucher sur un débat positif sur la structure et le rôle des mosquées »*. Au Québec, un autre type de télé réalité monopolise l'attention : deux groupes, anciens immigrants et nouveaux, partagent la même société. Lors du dénouement de cette « Occupation double », espérons que le couple formé sera harmonieux. **(T. G.)**

www.islamchannel.tv

Pédophilie sur Second Life

Le monde virtuel où tout un chacun peut se créer un personnage (avatar) et y vivre une « seconde vie » fait face à une nouvelle crise : la pédophilie y aurait pignon sur cyber-rue. Un journaliste de la chaîne britannique Sky News y a découvert un jardin d'enfants virtuel nommé « Wonderland ». Les avatars représentant des enfants ne font pas seulement y jouer, ils offrent aussi du sexe aux avatars plus âgés venus les rencontrer. À défaut d'avoir une cyber-police efficace sur Second Life, une enquête de la police réelle a été ouverte. **(T. G.)**

PALMARÈS

CHANSONS FRANCOPHONES :

1 • FEU THÉRÈSE
A nos amours

2 • LE NOM
T'inquiète

3 • GAËLE
Garde-moi

4 • TÉLÉPHÉRIC
À distance

5 • STÉRÉO TOTALE
Ta voix au téléphone

6 • YELLE
À cause des garçons

7 • DOROTHÉE
Le Dj brûle et c'est OK

8 • GATINEAU
Back in the days

9 • OTARIE
Kuni-Kuni

10 • OL1KU feat. DEE
Message de vie

ALBUMS :

1 • RADIOHEAD
In rainbows

2 • GHISLAIN POIRIER
No ground under

3 • SMALL SINS
Mood swings

4 • ENON
Grass geysersCarbon clouds

5 • PJ HARVEY
White Chalk

6 • CALVIN HARRIS
I created disco

7 • SUNSET RUBDOWN
Random spirit lover

8 • BELLA
No one will know

9 • WEEN
La Cucaracha

10 • HOLY FUCK
LP

CISM 89.3 FM

TA RADIO
CISM893.CA

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 12

Liechtenstein

UNE PRINCIPAUTÉ CONTROVERSÉE

En plein cœur de l'Europe, logé entre la Suisse et l'Autriche, le Liechtenstein est un minuscule point sur la carte européenne. La communauté internationale surveille pourtant de près cette petite principauté soupçonnée de blanchiment d'argent, d'obstruction à la justice et de dérive autoritaire.

Valérie MANTEAU

Dans ce pays à la superficie inférieure à celle de la ville Saint-Hyacinthe, *« tout le monde se connaît »*, expose Hubert Büchel, ambassadeur du Liechtenstein en Suisse. Il explique que *« la démocratie s'y pratique de façon très directe »*, appliquée pragmatiquement en fonction des réalités quotidiennes. Dans ce régime aux cinq ministres et vingt-cinq députés connus de tous, les pétitions de plus de mille signatures peuvent avoir valeur de projet de loi. Un brillant tableau démocratique qu'il faut relativiser : les principes de la constitution placent le pouvoir du prince au même niveau que celui du peuple et la communauté internationale n'est pas toujours enchantée par certaines pratiques liechtensteinoises.

CRITIQUES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Quatre ans se sont écoulés depuis les vives critiques des pratiques du pouvoir de la principauté par le Conseil de l'Europe* et sa Commission de Venise – aussi nommée Commission européenne pour la démocratie par le droit –, qui continue de surveiller le régime de près. En 2003, c'est un projet de réforme de la constitution, visant à élargir les pouvoirs donnés au prince Hans Adam II, qui met le feu aux poudres. La Commission de Venise s'inquiète alors des risques de dérives *« discrétionnaires »* de cette nouvelle constitution *« dualiste »*, où *« ni le principe monarchique ni le principe démocratique ne prévaut »*, explique Thomas Markert, le secrétaire de la Commission.

M. Markert raconte comment ces critiques ont été *« rejetées par le prince et peu entendues »* et que le *« lobbying mené par le Liechtenstein à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe l'a empêchée d'agir »*. La famille princière a même menacé de s'exiler à Vienne si la réforme lui était refusée. S'il juge excessif de parler de *« chantage »* – les pressions n'ayant pas été déclarées illégales – il en conclut cependant qu'*« il ne s'agit pas d'une démocratie à 100 % »*. Pour lui, *« si sur le papier le Liechtenstein est moins démocratique que d'autres pays, il fonctionne en pratique comme un État de droit »*. Pour l'ambassadeur, ces critiques n'ont pas lieu d'être, puisqu'*« il y a au Conseil de l'Europe des pays comme la Russie ou la Turquie, qui n'ont pas vraiment leur mot à dire sur les droits de l'homme »*.

UN REPÈRE POUR LE BLANCHIMENT D'ARGENT

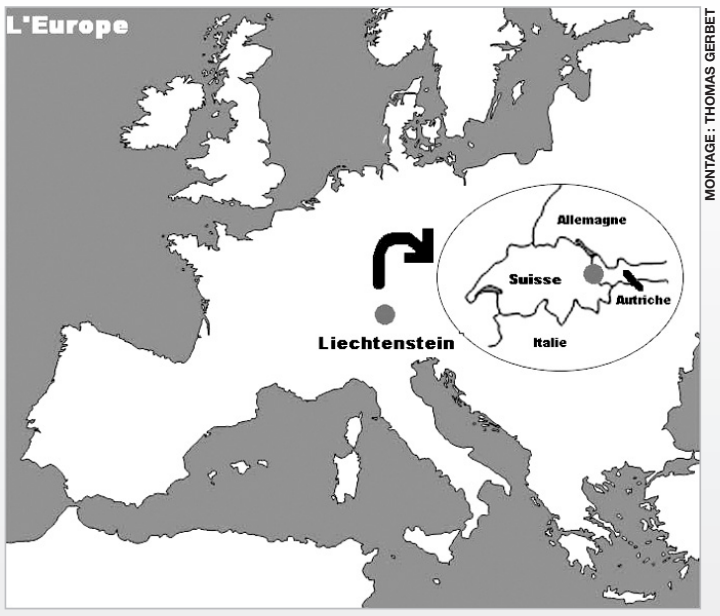
Face à l'ingérence des organisations internationales, auxquelles il n'a adhéré que tardivement – Conseil de l'Europe en 1978, ONU en 1990, Espace économique européen en 1995 – le Liechtenstein n'hésite pas à défendre son indépendance. Or, c'est au nom de la coopération internationale que, en 2000, les services de renseignement allemands et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) enquêtent sur des affaires de blanchiment d'argent dans la principauté. Ils se heurtent alors à *« une politique d'entrave volontaire* [du gouvernement liechtensteinois] *avec la plus mauvaise foi et la plus grande hypocrisie »*, selon un rapport de l'Assemblée nationale française présenté la même année.

Ce rapport mentionne que *« s'il continue à se maintenir volontairement en dehors des règles du jeu et à déroger aux principes posés par les pays occidentaux pour lutter contre le blanchiment, le Liechtenstein s'expose à des sanctions politiques et économiques de la part de la Communauté internationale. »* La tension monte alors, d'autant plus qu'*« aucune suite n'est donnée »* du côté du Liechtenstein, fait remarquer Jean-Claude Lefort, vice-président de la mission d'information à l'origine du rapport. L'OCDE se rallie alors au rapport et fait figurer la principauté sur la liste des *« pays non coopératifs »*, ce qui peut paralyser son économie.

DES RÉFORMES S'OPÈRENT

L'ambassadeur Büchel conteste encore le scandale. *« C'est un non-problème, les critiques n'étaient pas fondées »*, argue-t-il, avant d'expliquer que le service financier est *« tellement important pour le pays qu'on doit faire ce qu'on nous demande, même si ce n'est pas juste »*. Le Liechtenstein procède donc aux réformes nécessaires pour améliorer la transparence et le système de contrôle de son économie. Gerhart Mild, administrateur à Moneyval, organisme en lien avec l'OCDE qui lutte contre la criminalité financière, indique que plusieurs rapports, établis depuis le scandale de 2000, témoignent des efforts faits par la principauté pour améliorer son système. En 2001, le Liechtenstein est donc sorti de la liste des *« pays non-coopératifs »*. Le petit paradis fiscal semble avoir finalement su préserver son indépendance et la coopération de ses partenaires.

LE LIECHTENSTEIN EN BREF



MONTAGE : THOMAS GERBET

RÉGIME POLITIQUE : monarchie constitutionnelle héréditaire sur base démocratique et parlementaire
POPULATION : 35000 (en 2005) • **SUPERFICIE :** 160 km²
LANGUE OFFICIELLE : Allemand • **MONNAIE :** le Franc suisse
DEVISE NATIONALE : *« Pour Dieu, le prince et la patrie »*
CHEF DE L'ETAT : prince Hans Adam II (depuis 1989)
CHEF DU GOUVERNEMENT : Otmar Hasler (depuis 2001), il détient le pouvoir exécutif. Le Parlement est composé de 25 membres élus pour quatre ans
RELIGION : catholique à 80 %
ÉCONOMIE : Le pays compte plus de 3000 entreprises, soit presque une pour dix habitants. Près de 15 % de la population active occupée travaille dans des banques, assurances et entreprises fiduciaires. La principauté s'est spécialisée dans les services financiers offerts aux établissements étrangers. Un taux d'imposition bas, un enregistrement des entreprises facilité et une tradition bien ancrée du secret bancaire ont contribué à rendre les intermédiaires financiers du pays attractifs pour les fonds étrangers. Mais, en retour, ce même facteur rend le Liechtenstein sensible au blanchiment d'argent.

Sources : Atlas économique du Nouvel Observateur et www.Liechtenstein.li

* Créé le 5 mai 1949, le Conseil de l'Europe regroupe 47 pays membres. Il a pour objectif de favoriser en Europe un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la Convention européenne des droits de l'homme. Le Canada y est observateur.

Chronique de Chine

LE HANDICAP CHINOIS

Mariève PARADIS

Notre journaliste vit actuellement en Chine. Elle nous livre ici ses impressions sur son séjour.

Il y aurait 83 millions de personnes handicapées physiques et mentales en Chine, selon une enquête nationale de 2006. 6 % des nouveaux-nés auraient des malformations, une hausse de 40 % depuis 2001. Ce sujet est aussi tabou que le rejet des filles dans les campagnes. Une Chinoise rencontrée par hasard me disait : *« Être handicapé signifie de ne pas pouvoir contribuer à la croissance du pays. En Chine, ne pas pouvoir travailler est la pire honte, car nous vivons pour travailler, nous ne travaillons pas pour vivre. »*

Début octobre, la Chine accueillait les Jeux olympiques spéciaux, olympiades destinées aux personnes ayant une déficience mentale. Présenté à Shanghai, cet événement a été diffusé à la télévision centrale chinoise, CCTV, aux heures de grande écoute. Le gouvernement voulait montrer à quel point il se soucie du sort de ces personnes. Lors des pauses entre les compétitions, des reportages sur des enfants handicapés mentaux étaient présentés. À chaque fois, ils se débrouillaient très bien dans leur vie quotidienne et avaient, par exemple, un emploi grâce aux quelques écoles d'insertion sociale présentes en Chine.

C'est sur le terrain, dans un orphelinat de Shenzhen, ville à l'économie florissante du sud-est du pays, que j'ai compris le véritable sort des enfants et surtout de ceux victimes d'un handicap. Relié à un hôpital et à une école, l'orphelinat possède des moyens importants. Il offre aux orphelins la chance d'avoir un jour une vie relativement normale. Ils iront à l'école jusqu'à 16 ans et pourront même espérer obtenir un emploi. Très nombreux à l'orphelinat, ces enfants handicapés témoignent à l'inverse de l'échec des plans sociaux en Chine. Ils devront rester à l'orphelinat, enfermés, sans possibilité de s'émanciper à l'extérieur.

Tant qu'il n'aura pas subi une opération, un enfant souffrant ne serait-ce que d'un bec-de-lièvre ne pourra pas aller à l'école. Les opérations chirurgicales sont rares à l'orphelinat. Les coûts des soins de santé dépassent ce que les parents peuvent payer dans toute une vie, ce qui occasionne de nombreux abandons d'enfants. Dans l'orphelinat de Shenzhen, il y a deux fois plus d'enfants handicapés que d'enfants sans handicap.

Des bénévoles américaines qui travaillent à l'orphelinat deux fois par semaine font remarquer que les cas les plus sévères seront enfermés dans des institutions où les visiteurs ne sont pas admis. Il en est de même pour les problèmes de comportement graves ou les enfants violents.

Certaines ailes du bâtiment sont interdites aux bénévoles. Impossible de savoir pourquoi. Une petite minorité pourra, avec l'aide de fondations caritatives, obtenir la chirurgie dont ils ont besoin pour vivre sans tracas. Ces enfants ont des malformations comme un bec-de-lièvre, des pieds renversés, des orteils ou des doigts manquants.

Ce que j'ai compris à Shenzhen, c'est que beaucoup de personnes présentant un handicap physique ou mental, maintenant adultes, mendient dans les rues passantes de la ville. Laissées à elles-mêmes, elles doivent trouver un moyen de se nourrir. Les Chinois sont quand même généreux, sachant que l'argent qu'ils donnent est la seule façon pour ces moins fortunés de survivre.

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 13

PHOTO : RENATO MACHADO (stock.xchng)

Le phénomène rastafari au Québec

BABYLONE QUÉBEC

À travers le monde, reggae, dreadlocks et marijuana sont souvent associés aux rastas. Au Canada, le mouvement compte un millier d'adeptes. Portrait d'une religion moderne.

Dominique DAVID

Qui sont les rastas du XXIe siècle ? Au Canada, selon un recensement de Statistiques Canada en 2001, le rastafarisme compte 1135 adeptes, dont 865 hommes et 270 femmes, pour la plupart âgés de 25 à 44 ans. Guy Ménard, professeur au département de sciences des religions de l'UQAM, pense que « *le rastafarisme est plus cool que le christianisme* » ce qui expliquerait sa popularité auprès des Nord-Américains. « *Il est possible que cette religion soit plus proche de la sensibilité contemporaine des Occidentaux. Beaucoup vont y adhérer puisqu'ils trouvent qu'elle est moins dogmatique que la religion catholique, moins rigide et moins sévère, tout comme le bouddhisme.* »

La pensée rasta dépasse les frontières et se veut universelle. Ils sont noirs ou blancs, parfois médecins, musiciens ou avocats. Ces gens cultivés et entreprenants luttent pour l'égalité des hommes et l'intégration du mouvement rasta à la société. Ce mouvement propose une philosophie afro-biblique de rue, qui combat le laisser-aller et le désespoir du peuple noir. Tous ceux qui rejettent les religions en place et qui refusent d'entrer dans le moule de la société bien pensante, appelée Babylone, sont invités à se joindre au rastafarisme.

LES SYMBOLES RASTAS

« *Beaucoup de personnes ont porté les dreadlocks tout en commettant des actes allant à l'encontre des préceptes du mouvement rasta, ce qui a fortement nui à son image à travers l'histoire* », déplore Guillaume Martiré, un rasta blanc réunionnais qui vit à Laval. La sacralisation de la consommation de cannabis – appelé « ganja » – en tant que vecteur de communion avec le divin est aussi de moins en moins prise au sérieux.

Selon Robert Roskind, auteur américain de *Rasta Heart : A Journey Into One Love*, « *pour les vrais rastas, prendre soin de son corps, c'est veiller à ne pas être empoisonné par tout ce qui est lié au système capitaliste. Ils ne consomment ni alcool, ni tabac, ne tuent pas d'animaux et sont végétariens.* » Pour lui, être rasta, « *ce n'est pas une affaire de peau ou de cheveux, mais bien de cœur* ».

DISCRIMINATION DES RASTAS

En 2007, accepte-t-on mieux les rastas ? « *Malgré la positivité de leur discours, ils sont encore trop souvent méprisés* », estime Christian Lajoie, candidat du Parti vert du Québec aux dernières élections provinciales et lui-même rasta. Il prétend avoir déjà été victime de discrimination par la police pour « *l'allure délinquante* » de ses longs cheveux. Guillaume fait état de discrimination à l'emploi : « *on est souvent considérés comme sales et inapprochables*, regrette-t-il. *Je me considère comme une personne normale, c'est Babylone qui me marginalise* », ajoute le rasta.

« *Le rastafarisme ne correspond pas à l'image traditionnelle qu'on se fait de la religion*, précise M. Ménard. *Leur consommation de cannabis suscite l'indignation chez certains. C'est probablement la mentalité occidentale qui est fermée. Les raëlliens, c'est le sexe ; les rastas, c'est la drogue.* » Le chemin avant l'acceptation des rastas par Babylone est encore long.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT

Au départ, les premiers rastas étaient des Afro-Jamaïcains. Influencés par les autochtones, ils adoptent quelques-uns de leurs rites et de leurs règles. Quand l'esclavage est aboli en Jamaïque en 1834, 300 000 Afro-Jamaïcains sont jetés à la rue et tombent dans la misère. Sans toit ni nourriture, ils perdent leur histoire, leur famille et la plupart de leurs traditions. Malgré leurs blessures et l'humiliation, ils conservent une chose : le souvenir d'une Afrique légendaire où ils étaient libres, parfois riches. Cette pensée les aidera à se reconstruire une identité.

Il faudra attendre la Première Guerre mondiale pour que l'espoir renaisse grâce au nationalisme noir véhiculé par Marcus Garvey. Bien avant Bob Marley, il lance « *One God, One Aim, One Destiny* » que le chanteur reprendra à la fin des années 1970 dans ses paroles « *One love, one heart* ». Lorsqu'en 1930, Tafari Makonnen, surnommé Hailé Sélassié, est couronné empereur d'Éthiopie, les Afro-Jamaïcains y voient la concrétisation de la prophétie de Marcus Garvey. Ils jettent alors sur ce roi – « *ras* » – Tafari un regard plein d'espoir. Sélassié est considéré comme la réincarnation du Christ, le messie noir venu sur terre pour ramener les exilés en Éthiopie. On assiste alors à la naissance d'une quasi religion : le rastafarisme.

Université d'Ottawa

Journée portes ouvertes

Programmes d'études supérieures
École de gestion Telfer

Quand : le jeudi 15 novembre 2007
Heure : 14 h à 20 h
Endroit : École de gestion Telfer, Pavillon Desmarais
55, avenue Laurier est, Ottawa, ON

- Rencontrez des professeurs, des étudiants et des anciens de l'École Telfer
- Informez-vous sur les programmes de MBA, MGSS et maîtrises ès sciences
- Visitez le nouveau pavillon Desmarais
- Obtenez de l'information sur les modalités d'inscription, les bourses d'étude, la vie étudiante et bien plus encore!

Ça part d'ici.

Renseignements et inscription
www.telfer.uOttawa.ca

S'engager. Tous cours.

Le Centre de l'éducation permanente de l'Université Concordia permet aux étudiants d'apprendre à communiquer dans la langue de leur choix pour ensuite s'en servir dans leurs études, leur vie sociale et leurs activités professionnelles.

PROGRAMME SPÉCIAL DE DEUX SEMAINES (40 heures)
(lundi au vendredi : 9h à 13h)

Anglais, Français, Espagnol

Préparation aux examens TOEFL, CELDT

Tél.: 514 848-3600
Inscrivez-vous dès maintenant – Les cours débuteront le 3 décembre, 2007

www.concordia.ca/conted

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 14

Les anarchistes

AVANCER À CONTRE-COURANT

L'anarchiste exècre la religion, la hiérarchie et le pouvoir de l'argent, autant dire l'essence de la société actuelle. Cette idéologie n'a pourtant pas que des casseurs ou des ermites comme partisans. Elle vise aussi à l'épanouissement personnel. En cela, elle trouve un écho dans notre société individualiste. Quatre sympathisants à l'anarchie partagent comment ils se construisent un mode de vie en adéquation avec leurs idéaux.

Constance TABARY

Les principes anarchistes vont à contre-courant de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Au-delà de leur caricature d'« anti-tout », leurs convictions ne les excluent pas forcément de la cité. Plutôt que de s'isoler, les personnes rencontrées choisissent de s'impliquer dans le monde qui les entoure. Le premier obstacle est de supporter son emploi. Francis Dupuis-Déri est professeur en sciences politiques à l'UQAM, il *« déteste les rapports hiérarchiques et les horaires de neuf à cinq heures, cinq jours semaine. »* Pour cela, l'université est un bon employeur. Seule ombre au tableau : cette profession paie bien. *« Je déteste l'argent. C'est bête à dire, mais j'en ai beaucoup. Je n'ai pas de voiture, pas d'enfants, pas de condos, mais je suis bien content de pouvoir me payer des livres et des voyages »*, explique-t-il.

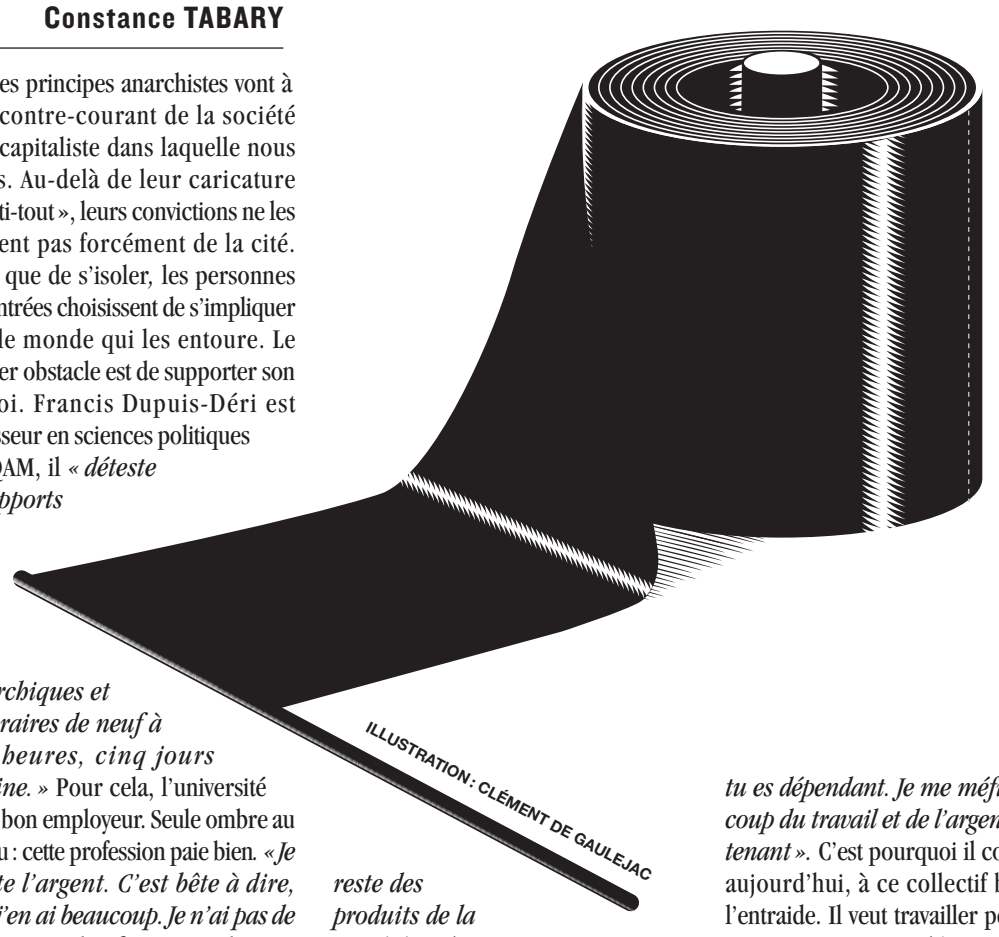


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Christina Xydous, quant à elle, travaille pour le comité logement POPIR. Elle explique qu'*« au travail, il y a une hiérarchie à la fois formelle et informelle. Il y a un conseil d'administration mais en pratique, les gens présents au quotidien prennent des décisions, peu importe leur rang. »* Pour elle, impossible d'échapper complètement à la hiérarchie : *« On reste des produits de la société. »* Christina Xydous n'est pas une puriste, car pour elle, l'anarchie est une utopie et elle sait que le monde ne sera jamais parfait. *« La révolution est constante, il faut toujours avoir un esprit critique »*, avance-t-elle.

Sala et Chiara habitent en collectif dans le quartier Hochelaga Maisonneuve. Ils n'ont pas de travail salarié en ce moment. Sala a 24 ans et a déjà travaillé jusqu'à 70 heures par semaine. Il en a tiré cette conclusion : *« Plus tu travailles, plus tu consommes et plus tu es dépendant. Je me méfie beaucoup du travail et de l'argent maintenant »*. C'est pourquoi il contribue, aujourd'hui, à ce collectif basé sur l'entraide. Il veut travailler peu, pour consommer peu et désapprendre à fonctionner avec l'argent. Quant à Chiara, elle vit sur les économies qu'elle s'est faites en travaillant comme chef cuisinière. Elle consacre maintenant son temps dans le Rhizome. Ce collectif est constitué de douze personnes *« qui contribuent de manière financière, émotionnelle et physique »* à la vie du réseau. *« On résout les problèmes de manière démocratique. Je ne crois pas à l'anarchie sans respect. On est libre, mais on pense aux conséquences de nos actes »*, précise Chiara.

DES CONTRADICTIONS INÉVITABLES

Vivre dans notre société et avoir des idéaux anarchistes est un paradoxe en soi. Mais l'anarchie est avant tout un mode de pensée, pas une religion qui impose des commandements. *« Pour moi, la question de la contradiction est très judéo-chrétienne, ça me donne l'impression d'être à la confesse »*, affirme Francis Dupuis-Déri, avant d'avouer que les contradictions issue de cette idéologie en opposition sont fréquentes. *« Les capitalistes et les néolibéraux vivent aussi les leurs, comme lorsqu'ils font hériter leurs enfants ou demandent à l'État de subventionner l'industrie de l'armement »*, se défend-il.

Tous sont d'avis que les contradictions sont inévitables et admettent qu'à moins d'habiter sur une île déserte, ils sont obligés de faire des compromis. Sala pense que ce serait une erreur de se figer sur des règles strictes. Selon lui, un anarchiste doit prendre son temps et travailler en catimini. De la même façon, il voit le collectif Rhizome comme un atelier, pas une fin en soi.

Tous hésitent aussi à se désigner comme de purs anarchistes. Mais au quotidien, ils vont dans le sens de leurs idéaux. Christina Xydous travaille pour le droit des locataires. Francis Dupuis-Déri enseigne les idées politiques et participe à une association contre la brutalité policière. L'an prochain, il enseignera la théorie et la pratique anarchistes à l'UQAM. Quant à Sala et Chiara, ils font vivre leur collectif libertaire, leur petite utopie.

Définition de l'anarchisme

Uri Gordon, chercheur et activiste israélien qui a passé plusieurs années au sein de groupes anarchistes, isole plusieurs traits communs aux anarchistes contemporains :

- S'opposent à la construction de la domination.
- Lorsqu'ils s'organisent, cela prend des formes non autoritaires, non hiérarchiques, basées sur le consensus et les affinités.
- L'action directe (alternatives constructives ou confrontation sans faire appel à des intermédiaires économique ou politique) ou le travail pour la communauté comme expressions politiques.

Uri Gordon note une tendance au rejet de l'appellation même d'« anarchiste » au profit d'autre qualificatifs comme « autonomes », « anti-autoritaristes » ou « horizontaux » mais pour lui, le résultat est le même. **(T. G.)**

Source :
Uri Gordon, Anarchsim reloaded, *paru dans le Journal of Political Ideologies en 2007*

Ouvrages d'actualité

LE POUVOIR DE L'ANTI-POUVOIR

Choqués par les injustices envers les femmes, offusqués par le manque d'actions gouvernementales pour combattre la pauvreté, certains s'allient à un parti politique pour changer les choses. D'autres préfèrent se joindre à un regroupement révolutionnaire, s'armer et prendre le pouvoir par la force. Dans tous les cas, un but commun : changer le monde.

Dominique LEMIEUX

Selon John Holloway, professeur à l'Institut de sciences sociales et humaines de l'Université autonome de Puebla au Mexique, aucune des solutions mentionnées plus haut n'est efficace. Il lance, dans son livre, un cri d'alarme contre le capitalisme, les injustices et l'exploitation dans lesquelles la société serait emprisonnée. Il décrit les hommes comme *« des mouches prises dans une toile d'araignée »*, toile qu'ils auraient eux-mêmes tissée. La seule solution pour se sortir de ce piège : changer la société. Mais sans prendre le pouvoir.

L'histoire de nombreux révolutionnaires, du Che à Trotsky, a démontré l'échec de cette accession aux plus hauts rangs de l'État. Le pouvoir corrompt et les bonnes intentions initiales ne se réalisent guère, affirme John Holloway. L'État n'est pas un lieu de pouvoir, car il est complètement intégré aux réalités du monde capitaliste, selon lui.

UNE VOIX À L'UNISSON

L'auteur insiste sur l'importance de créer un contrepoids au pouvoir, de trouver un moyen de détruire les rapports sociaux capitalistes qui encouragent l'individualisme. Il pense que les liens entre individus doivent être reconstruits et encourage ainsi les pratiques alternatives, telles que l'altermondialisme, sans toutefois en mettre une à l'avant-plan. Le salut de la société viendrait de ceux qui luttent, qui cherchent à réduire le rôle du pouvoir, sans vouloir être maître de l'État.

L'ouvrage de Holloway est plutôt théorique et peut être ardu à comprendre. Plusieurs questions demeurent : comment peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir dans la pratique ? En fait, l'auteur affirme son impuissance. Si une révolution nouveau genre se met en branle, que se passera-t-il ensuite ? John Holloway incite toutefois le lecteur à s'impliquer activement dans son milieu, à devenir moteur de changement. Chose certaine, le cynisme envers le milieu politique est, à la fin de ce livre, plus grand qu'au moment d'entamer sa lecture.

Changer le monde sans prendre le pouvoir, John Holloway, Lux éditeur, 2007

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 15

Pascal-Angelo Fioramore

SALON BILINGUE

Avec ses collègues des éditions Rodrigol, Pascal-Angelo Fioramore s'occupe du volet francophone d'Expozine. Ce salon de la « chose imprimée », dont la 6e édition se déroule les 24 et 25 novembre, rassemble fanzines BD, graphiques ou littéraires et petites maisons d'édition dans un sous-sol d'église. Histoire d'une foire qui célèbre en deux langues l'indépendance de l'impression.

Propos recueillis par
Julie DELPORTE

Quartier Libre : Louis Rastelli, éditeur de fanzines et créateur des distrobotos (distributeurs de cigarettes reconvertis en distributeurs d'objets d'art) a fondé Expozine en 2002. Depuis quand les éditions Rodrigol s'occupent-elles du côté francophone de l'évènement ?

Pascal-Angelo Fioramore : On s'occupe d'Expozine avec Louis Rastelli depuis trois ans. Au début, on lui a proposé nos services pour corriger les fautes de français des textes et traduire certaines choses afin qu'Expozine soit présentable aux yeux des francophones. Finalement, on s'est chargé de trouver de nouveaux participants qui éditent en français pour ainsi équilibrer la présence des deux langues parmi les exposants. Il y a deux ans, il n'y avait encore que 20 à 25 % de projets francophones. L'année dernière, je pense qu'on atteignait 40 %. On attend à peu près la même chose de cette édition, mais les participants peuvent encore s'inscrire jusqu'au 12 novembre.

Q. L. : Selon vous, pourquoi y a-t-il moins de participants francophones qu'anglophones ?

P.-A. F. : Tout d'abord, Expozine attire des gens venus de Toronto, de Chicago ou d'ailleurs en Amérique du Nord, ce qui nous donne un panel de projets anglophones assez large, alors que seuls les Québécois représentent le côté francophone. Ensuite, je suppose que la culture du fanzine ou de la chose imprimée en général est plus importante chez les anglophones. D'ailleurs, il n'y a qu'à comparer les couvertures médiatiques de l'événement. *The Gazette* publie un article sur nous chaque année. L'an passé, *Hour* a fait sa une avec Expozine et y a consacré trois pages à l'intérieur. Pendant ce temps, *Voir* ne publiait qu'un minuscule encart.

Q. L. : C'est la 6e année qu'Expozine est organisé, qu'est-ce qui a changé depuis ses débuts, à part l'augmentation des auteurs francophones ?

P.-A. F : C'est la première année que nous organisons la foire pendant deux jours, on va voir ce que cela donne. Au début, il y a cinq ou six ans, il y avait à peu près 70 exposants. L'année dernière peut-être 250. C'est devenu beaucoup plus grand.

Q. L. : Qui pourra-t-on retrouver parmi les participants francophones cette année ?

P.-A. F. : Le fanzine de bande dessinée *Bidon* de Québec, le fanzine *MensuHell*, la revue littéraire *Biscuit Chinois*, le fanzine *Clémentine* par Vincent Couture, les maisons d'éditions L'oie de Cravan, Mécanique Générale et beaucoup d'autres.

Q. L. : Vous citez Mécanique générale. C'est une maison d'édition davantage connue, dont les livres ne sont pas des fanzines. Comment expliquez-vous la présence de tels éditeurs à Expozine ?

P.-A. F. : Je pense qu'ils se retrouvent dans l'esprit de notre foire. C'est sans doute une question de lectorat : ils viennent chercher à Expozine un public différent de celui qu'ils rencontrent une semaine plus tôt au Salon du livre de Montréal. Par exemple, il s'est créé à Québec le Rendez-vous des publications parallèles, sur un modèle proche de celui d'Expozine. La première édition a eu lieu en mai dernier. Avec les éditions Rodrigol, nous y avons participé et en une journée, nous y avons vendu 15 livres, alors que pendant les quatre jours du Salon international du livre de Québec nous en avons vendu seulement six !

Q. L. : Est-ce un hasard qu'Expozine se déroule juste après le Salon du livre de Montréal ou est-ce un symbole ?

P.-A. F. : Non ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous aimerions racheter le Salon du livre ! Sans rire, je n'ai pas vraiment envie de scinder en deux les gros et les petits salons, ou les gros et petits éditeurs. Là encore il s'agit d'un public différent, qui vient rencontrer des artistes différents. Par exemple, les éditions Rodrigol ne sont pas présentes au Salon du livre de Montréal. Tout simplement parce que cela nous coûterait très cher. Une table là-bas nous coûterait 1 000 $, alors que pour une demi-table deux jours à Expozine, c'est 25 $. Et nous n'avons pas du tout envie d'augmenter le prix de nos tables d'exposition. Le but, c'est que le petit auteur qui photocopie son fanzine et le vend un dollar puisse rentrer dans ses frais.

Q. L. : Est-ce que le milieu de la chose imprimée est très actif à Montréal ?

P.-A. F. : Oui vraiment, je pense. Beaucoup de gens considèrent Expozine comme une des foires du genre les plus intéressantes d'Amérique du Nord, avec le *Toronto Comics Arts Festival,* qui lui est beaucoup plus axé sur la BD. Montréal est aussi très intéressante parce que justement, nous avons ce mélange de langues anglaise et française. C'est exotique.

Q. L. : Y a t-il des conférences ou des activités organisées pendant Expozine ?

P.-A. F. : Il y aura de la musique comme chaque année, pour mettre un peu d'ambiance, mais nous n'avons pas vraiment de conférences, ce n'est pas notre mandat. Il nous faudrait demander davantage de subventions. Notre vocation c'est surtout de rassembler, dans un même lieu, tous les créateurs de la chose imprimée pour alimenter la discussion entre eux, et avec leur public. Par contre, nous organisons des Prix Expozine. Pendant la foire, nous récoltons les publications, et les prix sont remis lors d'un gala au printemps. En plus d'une distinction pour les auteurs, cela permet de nous rassembler à un autre moment de l'année. C'est une vitrine supplémentaire pour nous faire connaître.

Expozine, les 24 et 25 novembre,
de 12 h à 18 h. 5035, rue Saint-Dominique
(au sous-sol de l'Église Saint-Enfant Jésus).
Entrée gratuite.

Premier Salon des refusés

DESIGNERS EN MARGE

Grâce au premier Salon des refusés, les designers de mode Moly Kulte et Fushia Design veulent offrir une alternative aux artistes refusés, notamment par le Salon des métiers d'art de Montréal qu'elles considèrent élitiste et traditionnel. D'abord prévu ce mois de novembre, l'évènement a été repoussé en mai 2008. Mais les inscriptions sont déjà ouvertes.

Sarrah OSAMA

En décembre 2006, Geneviève Dumas et Geneviève Flageol, les créatrices de mode de Moly Kulte, reçoivent plusieurs artistes montréalais qui veulent exposer leurs créations dans leur boutique de la rue Saint-Denis. Étonnées de ne pas les voir se diriger vers le Salon des métiers d'art, qui a toujours lieu avant le temps des fêtes, les jeunes femmes questionnent les artistes. Leur constat : ils ont tous été refusés par ce salon ou par d'autres institutions reconnues. Germe alors chez les deux Geneviève l'idée du premier Salon des refusés. S'étant elles-mêmes heurtées à des refus et des renvois lors de leur apprentissage, elles ne laisseront pas les talents montréalais plier l'échine face au système en place. D'après elles, le Conseil des arts du Canada, le Conseil des métiers d'art et le Salon des métiers d'art du Québec *« ne laissent pas de place aux nouveaux »*. Geneviève Dumas déplore que ce soit *« toujours les canards de bois et les pantoufles en phentex »* qui soient présentés dans les salons et que le public ignore tout des *« talents locaux »* qui tentent d'outrepasser les standards préconisés par les organismes subventionnaires.

BRISER LE CERCLE VICIEUX DU REFUS

Avec leurs associées, Annie Desmeules et Isabelle Simard de Fushia Design (créatrices de bijoux), elles choisiront 20 artistes dans cinq catégories : arts visuels, mode, édition, accessoires et objets. Les artistes peuvent s'inscrire sur le blogue des refusés. La sélection sera faite selon la qualité du travail et les commentaires que les œuvres recevront sur le blogue. Le salon devait avoir lieu du 23 au 25 novembre chez Eva B., une boutique sur la rue Saint-Laurent qui fait office de café, de friperie et de costumier. Cependant, lors de notre rencontre, le 26 octobre, Moly Kulte n'avait pas encore choisi d'artistes et Fushia Design était en pourparlers avec deux participants potentiels. *« On a un petit peu peur »,* affirmait Geneviève Dumas questionnée sur l'espoir de trouver les 20 artistes de qualité. L'événement a donc été repoussé et se tiendra du 9 au 11 mai 2008.

En fait, le premier Salon des refusés eut lieu à Paris en 1863. Suite à un décret de l'Empereur Napoléon III, il accueillait les œuvres des artistes révoltés par la sévérité des juges de l'Académie qui sélectionnaient les œuvres pour le salon officiel. Y exposèrent entres autres Cézanne et Pissaro. On pourrait peut-être y découvrir des Manet de la mode, cette discipline qui, comme le rappelle les filles de Moly Kulte, n'est pas considérée par le Conseil des arts du Canada comme une forme d'art et ne reçoit donc pas de bourses de sa part.

Le Salon des refusés,
www.lesrefuses.blogspot.com,
du 9 au 11 mai 2008.

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 16

Musique

WHITE WILLIAMS

Smoke

(Tigerbeat6)

Après avoir joué dans So Red avec Greg Gillis de Girl Talk, le jeune musicien de Cleveland, Jœ Williams, lance *Smoke*, son premier album, sous le pseudonyme White Williams. Et quel album ! La recette est simple, efficace et plutôt inédite. Un alliage de synthétiseurs et de guitares électriques sur lequel Williams pose en douceur sa voix délicate qui s'apparente à celle d'Alex Kapranos (Franz Ferdinand). Le tout couché sur des *beats* de *drum machines* très *chills* qui nous font bouger la tête ou les jambes, selon le tempo. On ajoute souvent de la distorsion aux guitares, non pas pour bûcher, mais pour enrichir la texture sonore. Elles sont aussi inspirées par endroits de Talking Heads (flagrant sur « Going Down »). Il y a du bidouillage électronique au laptop, mais assez subtil pour ne pas nous détacher des années 1980. Par contre, « Lice in the rainbow », la pièce finale uniquement électronique, est inécoutable. L'on devrait donc arrêter le disque après la perle pop « Route to Palm » qui a tout pour grimper dans les palmarès (des radios indépendantes du moins). « In the club », « Headlines », « New Violence » et « Going Down » sont d'autres valeurs sûres pour découvrir l'album. En bonus, on a droit à une reprise réussie de « I want Candy » (qui était déjà tirée d'une toune de Bo Diddley) et à « Danger », une bonne chanson qui aurait pu figurer sur les deux derniers albums de Beck. Il n'y a aucun doute à avoir, *Smoke* fera un tabac !

(Nicholas LAVALLÉE)

White Williams est en concert au National le 11 novembre.

WEEN

La Cucaracha

(Rounder)

Quelques mois après avoir sorti le ep *Friends*, les deux joyeux lurons de l'indie rock, Gene et Dean Ween, concrétisent leur retour en présentant *La Cucaracha*, premier album studio en quatre ans. Une chose est sûre, malgré une vingtaine d'années d'existence, Ween n'a rien perdu de son audace et de son originalité. Le groupe fait preuve d'éclectisme et nous offre en cinquante minutes, treize chansons complètement différentes les unes des autres. L'album débute avec une fiesta instrumentale de trompettes et de batterie et se termine en un party quétaine à souhait. Entre les deux, une chanson reggae, un rock pesant très vulgaire, un country *hillbilly*, une toune dance, une longue pièce digne de Santana, et ainsi de suite. Il est étonnant de constater que l'enchaînement des chansons se fait plutôt bien, malgré les cassures entre tous les genres explorés.

Côté lyrique, Ween s'amuse avec une variation autour du thème des relations. Difficile de ne pas sourire lorsque l'on porte attention aux paroles futiles, puériles ou vulgaires des chansons. Bien que le groupe ne se soit jamais pris au sérieux, leur travail lui, l'est. Ween ne néglige aucun détail lorsqu'il pastiche un genre. C'est d'ailleurs une des forces du groupe. Bien qu'on s'aventure un peu partout, les références au rock et au soul des années 1970 sont dominantes (enfin, sur quatre chansons). *La Cucaracha* n'est pas le meilleur album de Ween, mais il tient la route. Dotée d'un effet vocal surprenant, l'excellente balade glam « Spirit Walker » vaut presqu'à elle seule, le détour.

(Nicholas LAVALLÉE)

INVITATION

SÉANCES D'INFORMATION SUR LE PLAN DIRECTEUR DES ESPACES

***PHASE B* - Explorations et hypothèses**

L'élaboration du Plan directeur des espaces de l'Université de Montréal se poursuit cet automne. Après avoir consulté la communauté universitaire sur les constats et les enjeux au printemps dernier, la Phase B du processus de préparation du plan directeur consiste à soumettre les explorations et les hypothèses étudiées. Les séances d'information ont pour objectif d'échanger sur les grandes orientations de ce plan, sur la localisation des unités, leurs mouvements éventuels et les synergies qui en résultent.

VOTRE PARTICIPATION ACTIVE EST LA CLÉ DU SUCCÈS DE LA DÉMARCHE

	Date	Heure	Pavillon	Salle
Séance 1	**Mardi 13 novembre**	9 h à 12 h	Pavillon Roger-Gaudry	M-415
Séance 2	**Jeudi 15 novembre**	14 h à 17 h	3200, rue Jean-Brillant	B-2215
Présentation des mémoires	**Mardi 11 décembre**	14 h à 17 h	Pavillon Roger-Gaudry	M-415

Pour toute information complémentaire sur le processus d'élaboration du nouveau Plan directeur des espaces, il est possible de consulter l'ensemble des documents à l'adresse **www.plandirecteur.umontreal.ca**

Université de Montréal

RECHERCHE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Oyez Oyez !

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?
***Quartier Libre* tient des réunions de production au local B-1274-6.**
Aucune expérience requise.

MESSAGE IMPORTANT POUR TOUS LES AUXILIAIRES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT !

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de VOTRE SYNDICAT

le S E S U M
Le Syndicat des Étudiant(e)s Salarié(e)s de l'Université de Montréal

Date : 21 novembre
Heure : 16h à 19h
Lieu : Z-310 du pavillon Claire McNicoll
(à proximité du Pavillon Principal)

Pour plus d'info : lesesum@gmail.com
lesesum.blogspot.com

Services aux étudiants
Activités culturelles

novembre.doc 2007

Le mois du documentaire au Ciné-Campus

PRIVÉ DE SANTÉ
6 et 7 novembre à 17 h, 19 h et 21 h
Sicko
de Michael Moore

S'ARRACHER LA TERRE
Dans le cadre de la Semaine de la solidarité

13 novembre à 17 h, 19 h et 21 h
Programme double
Les Oiseaux aux plumes de cristal
d'Edgar Soldevilla
Pays sans terre
de Julien Farrugia

14 novembre à 17 h, 19 h et 21 h
Le Marché de la faim
d'Erwin Wagenhofer

À VOS RESSOURCES, CITOYENS
En collaboration avec le SCRUTÉ et UniVERTcité

20 et 21 novembre à 17 h et 20 h 30
Programme double
Les Doigt dans l'œil
de Julien Fréchette
Le Hold-up de l'eau
de Neil Docherty

Conférences gratuites

20 novembre à 19 h 30
La Forêt *malaimée*
par Julien Fréchette

21 novembre à 19 h 30
Tout le monde à l'eau
L'équipe d'Ingénieurs Sans Frontières Québec

MISÈRE DORÉE
En collaboration avec
Amnistie Internationale - section U de M

27 novembre à 17 h
28 novembre à 17 et 19 h
El Ejido-la loi du profit
de Jawad Rhalib

27 novembre à 19 h
Bonnes à tout faire
d'Hélène Choquette

27 et 28 novembre à 21 h 15
Programme double
Mardi gras : made in China
de David Redmon et Ashley Sabin
Intimidad
de David Redmon et Ashley Sabin

Novembre.doc, le mois du documentaire au Ciné-Campus, est un festival de film accrédité par la Régie du Cinéma du Québec. Tous les documentaires sont présentés en version originale, avec des sous-titres en français, à l'exception de *Mardi gras : made in China* et *Intimidad* qui seront présentés en version originale anglaise.

Lieu :
Centre d'essai
Pavillon J.-A.-DeSève, 6e étage

Info-FILMS :
514 343-6524
www.sac.umontreal.ca

Prix :
Étudiants : 3,99 $
Carte Ciné-Campus : 30 $ / 10 films
Communauté universitaire et grand public : 4,99 $
Carte Ciné-Campus : 40 $ / 10 films

En collaboration avec :

Université de Montréal

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 17

Éric Demay blogue en images et mots sur *Hippopocampe*

PARCOURS DE SENSATION

Designer à son compte depuis juin 2007, Éric Demay vient d'achever un travail photographique sur les lieux mythiques montréalais, commandé par le magazine Urbania. Il tient un blogue depuis 2003 qui répond au nom insolite d'*Hippopocampe. Quartier Libre* l'a rencontré en entrevue matinale.

Benjamin LÉON

Diplômé en design de l'environnement à l'UQAM, Éric Demay laisse entrevoir un monde bien à lui à travers son blogue *Hippopocampe*, un lapsus énoncé un beau jour par l'auteur et adopté dès 2003 comme titre de son site Internet. Si nous pouvons y découvrir des photographies personnelles (amis proches et famille), là n'est pas l'essentiel. Eric Demay sculpte en images les paysages et la ville, qu'il parcourt principalement de nuit. Première réflexion : comment partage-t-il son travail sans pour autant s'exposer complètement aux autres ? *« Il y a toujours quelque chose d'intime dans la démarche du blogueur, pourtant je n'ai pas l'impression de me livrer entièrement et si facilement au lecteur qui aura la possibilité de me lire »*, pense-t-il.

C'est seulement avec l'arrivée du numérique qu'Éric Demay s'est intéressé à la photo comme moyen d'expression unique de mettre en scène ses émotions : *« avant mon baccalauréat en design, j'ai fait des études en cinéma qui m'ont moyennement intéressées. Par la suite, j'ai délaissé la vidéo pour la photographie numérique qui m'a ouvert un espace de possibilités me semblant encore aujourd'hui infini »,* note-t-il. Depuis un voyage effectué à Berlin en juin 2004, Éric Demay n'a plus quitté son Nikon, témoin d'un quotidien qu'il met en scène dans une double posture : les mots qui défilent sur le blog sont un complément indispensable aux photographies mises en ligne.

QUESTION D'ESPACE

Le rapport qu'entretient Éric Demay avec l'espace physique de toute chose frappe dans sa photographie. La série qu'il vient d'achever, à la demande du magazine *Urbania,* répertorie les 25 lieux qu'Héritage Montréal a identifié comme étant à conserver à tout prix. Il en résulte un travail personnel et subjectif où les perspectives permettent de construire un univers casi-fictionnel à l'image de sa photographie de l'intersection Ste-Catherine et St-Laurent ou de celle de l'Axe portuaire. Éric Demay choisit d'envisager l'espace urbain, plutôt dense et animé, dans une perspective qui n'exclut pas le caractère solitaire du photographe : *« La ville, c'est pour moi l'occasion et la chance de pouvoir échanger 1001 idées, d'entrevoir une multitude de cultures, de contempler le passage du temps sur les différents bâtiments présents »*.

PROJETS D'AVENIR

Alors, photographe, Éric Demay ? Pas si sûr. L'artiste se définit avant tout comme un designer. D'ailleurs, il a parcouru pas mal de chemin depuis la fin de ses études : d'abord employé dans une entreprise de design d'exposition et d'architecture, Eric travaille à son compte depuis juin 2007. En tout état de cause, le blogue, pas plus que la photographie n'est pour lui une fin en soi, mais plutôt un moyen d'ajouter des cordes à son arc. Il ne se voit pas photographe professionnel, malgré les sollicitations multiples dont il a fait l'objet ces derniers mois : *« Je ne me vois pas enfermé dans le rôle du photographe engagé pour des contrats onéreux et qui n'aime pas ce qu'il fait. Je préfère ma liberté actuelle et l'expression de mes propres sentiments »*. La liberté comme marque de fabrique ? Respect !

www.hippopocampe.org

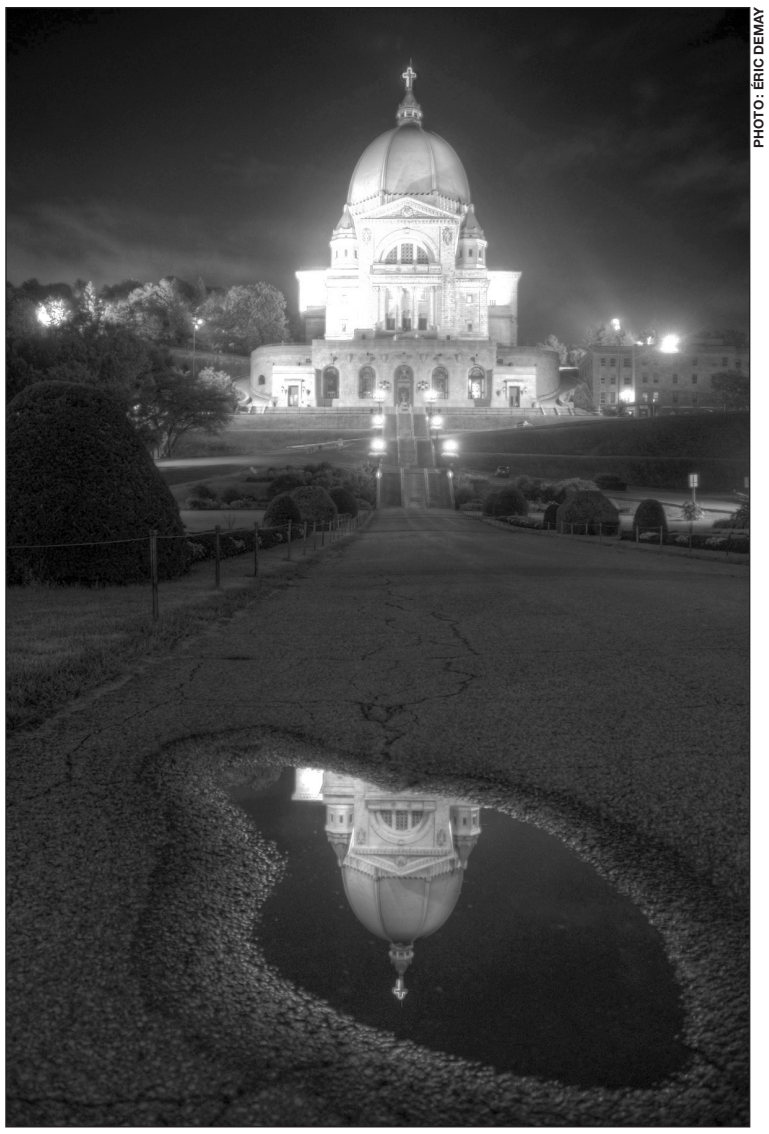


PHOTO : ÉRIC DEMAY

L'Oratoire Saint-Joseph vu par l'objectif du bloggeur Éric Demay.

Novembre.doc

LES TRAVAILLEURS DE LA MONDIALISATION

***Quartier Libre* présente en avance les documentaires programmés au festival Novembre.doc de l'Université de Montréal. *El Ejido – la loi du profit* et *Mardi Gras : Made in China* seront projetés les 27 et 28 novembre dans le cadre de la série « Misère dorée ».**

Valérie SIMARD

Leitmotiv des capitalistes, cauchemar de bien des travailleurs, la loi du profit règne à El Ejido, ville du sud de l'Espagne, qui regroupe la plus grande concentration de cultures sous serres au monde. Un eldorado pour plusieurs immigrants africains, qui voient toutefois leur paradis se transformer rapidement en enfer. *El Ejido - la loi du profit* est un récit touchant du réalisateur marocain Jawad Rhalib, présenté en première canadienne. Il se penche sur les conditions de vie et de travail des 14 000 immigrants qui œuvrent dans les serres de fruits et légumes en Andalousie. Quarante pour cent d'entre eux sont sans papiers. Ils ont quitté leur pays, laissé leur famille et investi toutes leurs économies dans cette grande traversée, dans l'espoir d'une vie meilleure. Ils gagnent un salaire allant de 2 à 2,50 euros de l'heure, soit à peine 25 euros par jour. Ils travaillent de longues heures à une température qui atteint souvent 45°C. Ils vivent majoritairement dans des *chabolas*, des baraques de carton et de plastique qu'ils ont construites eux-mêmes. Pas d'eau, pas d'électricité et pas vraiment de renvoi sanitaire.

Les vues aériennes d'El Ejido sont frappantes. Les serres s'étendent à perte de vue. Que du plastique. Les fruits et légumes qui y sont cultivés sont exportés en France, en Belgique, en Allemagne et même au Canada. Les propriétaires de ces serres se défendent bien d'exploiter les travailleurs, mais ils le font de façon peu édifiante. *« Les Arabes, ce sont des cochons,* affirment l'un. *Ils ne sont pas prêts à vivre en société. Ils vivent à côté des ordures. Nous contribuons à faire diminuer la délinquance en évitant que les gens que nous engageons deviennent délinquants,* ajoute l'autre. *Sinon, ils voleraient pour manger. »* Ce qui étonne encore plus, c'est que ces immigrants ne veulent pas rentrer chez eux. *« Ici, on peut espérer un avenir meilleur,* observe un travailleur marocain. *Même si on vit bien au Maroc, on n'a pas l'opportunité de réaliser nos rêves. »*

Bien que le documentaire comporte quelques longueurs et une légère faiblesse dans la trame narrative, la qualité de sa réalisation et de sa direction photo lui confère un certain esthétisme, ce qu'on voit moins souvent dans le genre documentaire.

MADE IN CHINA

On ne peut toutefois pas en dire autant de *Mardi Gras : Made in China*. Les prises de vue moins originales et la faible qualité de l'image nous empêchent d'apprécier pleinement ce documentaire, dont le sujet est pourtant fort intéressant. Le film de David Redmon s'ouvre sur des images du Mardi Gras célébré chaque année dans les rues de la Nouvelle-Orléans. La tradition veut que les femmes montrent leurs seins en échange de colliers. Le réalisateur demande à une dame : *« Savez-vous où sont faits ces colliers ? »* Le film donne la réponse.

Ces colliers sont fabriqués en Chine (surprise !), notamment dans une petite usine de Fuzhou où nous amène le réalisateur. Les travailleuses, en majorité des jeunes femmes, gagnent 500 yuans par mois, soit 62 $ américains. Elles travaillent jusqu'à 16 heures par jour et doivent remplir leur quota, sinon leur salaire est réduit. Elles vivent dans des dortoirs et ne peuvent sortir que le dimanche. Il faut voir le propriétaire de l'usine vanter ses façons de faire, nécessaires à la productivité ! Sur un ton à la fois sérieux et humoristique, le réalisateur montre aux festivaliers de la Nouvelle-Orléans des images de cette usine et aux travailleuses chinoises, des photos de ce à quoi servent ces colliers. Les premiers sont troublés, les secondes éclatent de rire. Délicieux.

La série « Misère dorée » comprend également deux autres documentaires. *Bonnes à tout faire*, un documentaire d'Hélène Choquette sur les Philippines qui quittent leur pays pour venir travailler à Montréal comme aide familiale, et *Intimidad* de David Redmon et Ashley Sabin, un récit sur la vie d'un jeune couple mexicain qui travaille dans les *maquiladoras*, les usines d'assemblage mexicaines. Le film n'est pas terminé. C'est donc une version préliminaire qui sera présentée, en première canadienne.

www.sac.umontreal.ca

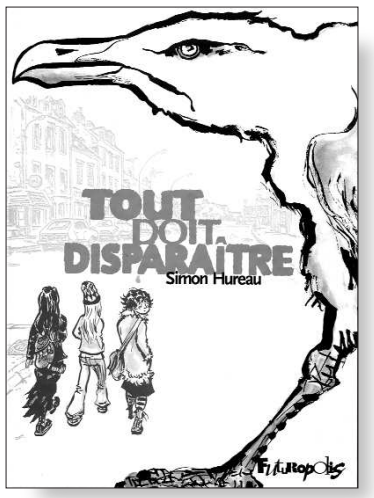
_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 18

Bande dessinée

PARTIE DE CAMPAGNE

Julie DELPORTE

Tout doit disparaître, c'est l'histoire de deux copines. La première, Sabine, est blonde, charmante, simple et plutôt bien dans sa peau malgré son adolescence. La seconde, Alicia, est brillante. Mais elle se déteste, est coiffée comme *« un cheval »*, se scarifie en cachette et traîne aux basques de Sabine et de son petit ami en mâchant des idées noires. Ça se passe en Bretagne, ou en Normandie peut-être, d'où est natif l'auteur, Simon Hureau. Enfin, peu importe, c'est quelque part à l'ouest de la France, dans un bourg miteux qui se décrépit au fil du temps. L'année de leurs 15 ans aurait pu être banale, si elles ne s'étaient entichées d'une fille étrange, Mélusine, ancienne skinhead réfugiée chez un oncle insupportable à la mort de ses parents. Toutes les trois, aussi différentes que possible malgré un âge similaire, commencent leurs quatre cents coups. Mélusine entraîne les deux autres à voler dans le tabac-presse de l'oncle et à boire leurs premières bières. Un soir, elle trouve le moyen de les emmener dans une *rave*, dépeinte dans une glauque noirceur. Par naïveté, Sabine gobe une



pilule d'ecstasy. Pendant que Mélusine défend Alicia sur le point de se faire violer : les dégoûtants agresseurs s'en tirent avec du sang sur la tronche.

On pourrait croire que ça les amuse, quelque part, de fumer dans les chemins de campagne, devant les vaches dont les pets trouent la couche d'ozone et les fermes coupées en deux par la nouvelle autoroute. Mais pas du tout. Le ciel est lourd comme un bœuf, il pleut tout le temps et les bruits de la nuit dans les rues désertes terrorisent les personnages autant que le lecteur. Il y a des chevaux morts dans la rivière, bouffés par des goélands charognards. Des renards coincés dans des pièges de braconniers qu'il faut achever pour cesser leurs souffrances. La mer, à peine croquée dans l'histoire, n'est plus capable de soigner les plaies d'un village rempli de vieux fous, de malades et de rejetés. L'endroit idéal pour grandir...

Et puis tout dérape. Les vieilles histoires se déterrent entre folie, violence et règlements de compte. Tracé au feutre noir et coloré au lavis rouge sang caillé, *Tout doit disparaître* est un livre sombre et efficace comme un polar. Un récit rempli d'assassins. De vrais meurtriers qui tuent des hommes, mais aussi des meurtriers qui tuent la campagne, qui rachètent pour trois fois rien les belles pierres des vieux agriculteurs juste avant qu'ils ne crèvent, et en font des résidences secondaires pour Parisiens en quête de terroir.

Mais au lieu de tomber dans la mode du livre de mœurs, qu'il s'agisse de celles de la province éloignée ou de celles des filles de 15 ans, Simon Hureau choisit la fiction dans toute sa grandeur et son suspens : les squelettes exhumés du fond du jardin, les vieux égorgeurs de chats... Malgré ces histoires incroyables, *Tout doit disparaître* ne peut que nous conduire dans les souvenirs de nos années secondaires, surtout si on les a passées dans la cambrousse. Les mêmes dialogues, les mêmes mauvaises fréquentations parfois, les amis qui tournent mal et ceux qui s'en sortent bien. Un livre passionnant avec plein de pages pour que ça dure longtemps.

Tout doit disparaître, Simon Hureau, éditions Futuropolis.

Théâtre

DUEL

Rachelle McDUFF

Être témoin des dilemmes quotidiens auxquels font face les femmes vivant dans un pays musulman. Voilà en quoi consiste *Au-delà du voile (si tu es mon frère, moi qui suis-je)* de Slimane Benaïssa, auteur de notoriété de la dramaturgie algérienne. Exilé en France au début des années 1990, il est reconnu pour ses textes engagés, surtout en ce qui a trait à l'Islam.

Porter le voile ou non. Se promener dans les rues de la ville ou rester tapie chez soi ? Se révolter contre le régime en place ou se taire ? Deux sœurs algériennes, deux personnalités opposées. L'une, la cadette, est rebelle, éduquée, refuse catégoriquement de porter le hijab et souhaite ardemment que se transforme la société de dénigrement dans laquelle elle vit. L'autre est conformiste, femme au foyer, porte toujours son voile et se résout à vivre dans une société où la femme n'est pas l'égal de

l'homme. L'on assiste à un duel entre deux sœurs, dont le frère (absent physiquement dans la pièce) a chassé la plus jeune hors de la maison à cause de son tempérament récalcitrant. Le spectateur oscille entre les idées de chacune des sœurs, soit entre le modèle de la femme musulmane soumise et celui de la femme rebelle. Le débat, entre celles-ci, parfois houleux, permet aux non-initiés aux coutumes musulmanes de se tremper dans une réalité souvent difficile à saisir.

Au-delà du voile, fait découvrir plusieurs facettes de la culture algérienne, voire musulmane, comme le *Bouqqala*, ce jeu qui consiste à réciter des poèmes et à les interpréter comme des présages de bon augure (tiré du petit lexique offert aux spectateurs). La pièce évite la lourdeur grâce à la touche humoristique qui ponctue le texte de Benaïssa qui d'ailleurs, n'en est pas à sa première pièce traitant de l'Islam et de ses tabous.

Tout le long de la pièce, l'on est emporté par le jeu viscéral d'Ève Duranceau. Son personnage est le plus captivant des deux de par sa fougue et son intelligence. Moins solide, Sophie Vaillancourt réussit tout de même à nous faire sourire dans son rôle de l'aînée conservatrice. La mise en scène de Marie-Hélène Racicot a un certain cachet dû à la proximité de la scène et des spectateurs.

La pièce arrive juste à point (hasard ?) parmi tous les débats traitant de la laïcité et de l'égalité entre les hommes et les femmes homme-femme qui battent leur plein présentement. *Au-delà du voile* est un impératif pour tous ceux désireux de comprendre le quotidien des femmes musulmanes.

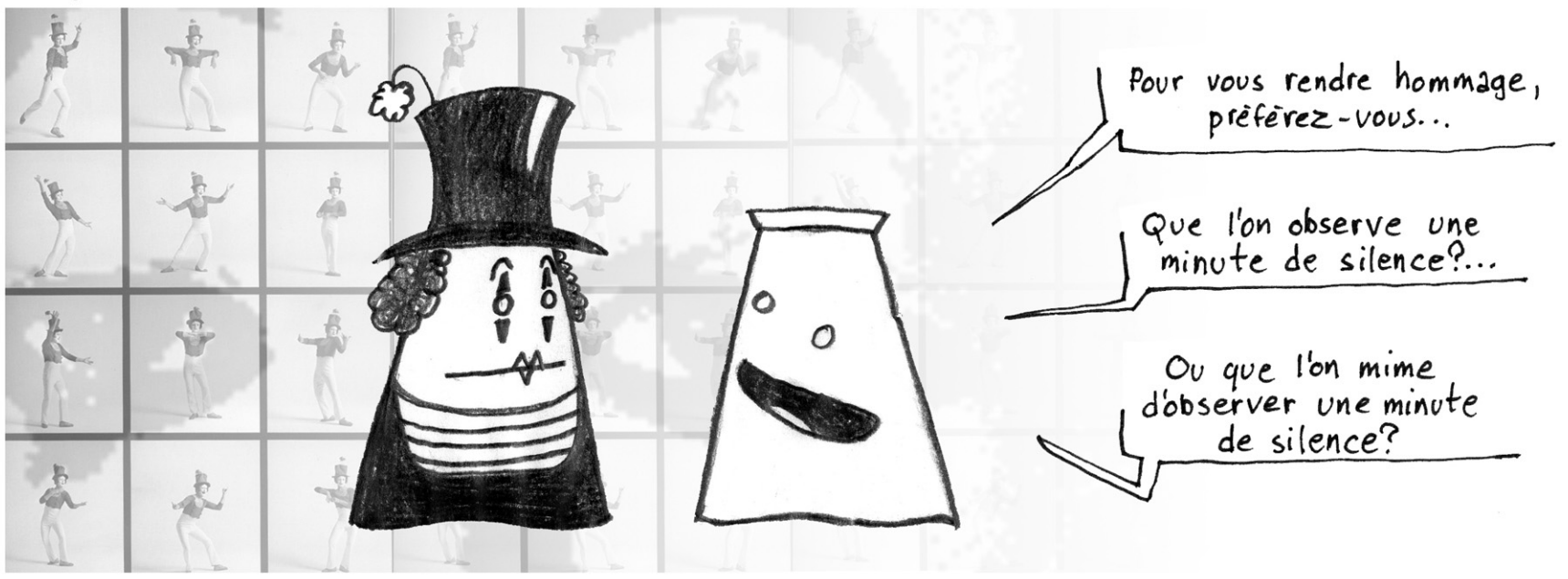
Au-delà du voile (si tu es mon frère, moi qui suis-je), une production du Théâtre de la Mèche courte présentée à La Petite Licorne, jusqu'au 20 novembre.

paresse

pascalgirard.blogspot.com

pascal

Un grand de ce monde: Marcel Marceau



francisd.com

Perdus sur l'île déserte

par Martin Vidberg

_QLvol15no6.qxd 11/6/07 7:21 PM Page 20

Référendum FAÉCUM 2007

Allez voter !

La période de scrutin est maintenant ouverte!
La FAÉCUM vous pose sept questions et vous invite à y répondre à l'un ou l'autre des bureaux de scrutin suivants.

Pavillon 3200, rue Jean-Brillant
Hall d'entrée
Tous les jours – 8 h à 19 h 30

Café Satellite / Lionel-Groulx (2e étage)
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Cafétéria
Entrées Nord et Sud
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Pavillon 3477, rue Jean-Brillant
Hall d'entrée
5 au 9 novembre – 8 h à 16 h 30

Pavillon Maximilien-Caron
Hall d'entrée
12 au 16 novembre – 8 h à 16 h 30

Pavillon Samuel-Bronfman
Carrefour sous-terrain de la Bibliothèque des lettres et sciences humaines
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Pavillon Paul-G.-Desmarais
Cafétéria (2e étage)
5 au 9 novembre – 10 h à 13 h

Pavillon André-Aisenstadt
Hall d'entrée
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Pavillon Jean-Coutu
Agora Marris-et-Rosalind-Goodman
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Pavillon Claire-McNicoll
Aile Z (1er étage)
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Pavillon Roger-Gaudry
Aile U (1er étage)
Tous les jours – 8 h à 16 h 30

Aile B (1er étage)
5 au 9 novembre – 8 h à 16 h 30

CEPSUM
Accueil (3e étage)
Tous les jours – 8 h à 19 h 30

Résidences
Côté Ouest (7e étage)
Tous les jours – 8 h à 19 h 30

Pavillon Marie-Victorin
Hall d'entrée
Tous les jours – 8 h à 19 h 30

Pavillon de la Faculté de musique
Cafétéria
12 au 16 novembre – 10 h à 13 h

Pavillon 520, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Hall d'entrée
5 au 9 novembre – 10 h à 13 h

Pavillon Marguerite-d'Youville
Hall d'entrée
5 au 9 novembre – 8 h à 16 h 30

Pavillon Liliane de Stewart
Cafétéria
5 au 9 novembre – 8 h à 16 h 30

Pavillon de la Faculté d'aménagement
Hall principal
5 au 9 novembre – 8 h à 16 h 30

Kiosque d'information
Entrée du pavillon Roger-Gaudry, à la rampe mobile
Tous les jours – 8 h à 13 h

Partage ton énergie, répands ton opinion!

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

Carte étudiante obligatoire pour pouvoir voter.
Les vendredis 9 et 16 novembre, les bureaux de scrutin ferment à 13 h.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*